

# REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [ collectif révolution permanente ]

## À bas l'union nationale !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



- Contre toute union avec Sarkozy et Netanyahou p. 2
- Comment lutter contre le Front national ? p. 11
- Pour le retrait du projet de loi Macron p. 13
- Grèce : pour un gouvernement ouvrier qui annule la dette p. 14
- États-Unis : l'impunité des flics tueurs de Noirs p. 17
- Pérou : Humala instaure un contrat emploi jeune p. 18
- Chine : un capitalisme sous drapeau rouge p. 19
- Note de lecture : Thomas Piketty p. 23
- 1914-1915 : les fruits amers de l'unité nationale p. 25
- Qu'est-ce que la religion ? p. 28

## La bourgeoisie française cherche à utiliser contre les travailleurs les attaques terroristes que sa politique a provoquées

*Comment la prétendue coalition contre les égorgeurs serait-elle crédible, alors que, pour des raisons différentes, beaucoup de ses membres ont partagé avec eux (et partagent encore pour certains) des intérêts stratégiques, politiques, économiques ?* (Charb, *L'Humanité*, 24 octobre 2014)

Le massacre de douze personnes dans les locaux de *Charlie Hebdo* le 7 janvier génère une indignation spontanée le soir même. Par centaines de milliers, des jeunes et des travailleurs manifestent spontanément dans tout le pays pour protester. Le choc redouble le lendemain 8 janvier avec la prise d'otages dans une supérette d'aliments casher et l'assassinat de quatre clients juifs.

La plupart des travailleurs saisissent qu'il s'agit d'actes barbares de réseaux islamo-fascistes qui ont pour but de tenter de dissuader les gouvernements impérialistes d'intervenir contre les zones qu'ils contrôlent. Ces attentats justifient au passage la restriction des libertés démocratiques par les États bourgeois et nourrissent la démagogie islamophobe et xénophobe des partis bourgeois comme l'UMP et le FN. Peu importe aux chefs islamo-fascistes que les minorités musulmanes ou les Arabes, les Turcs, les Noirs et les Pakistanais d'Europe ou d'Amérique du Nord en fassent les frais. Au contraire, ils escomptent qu'avec le chômage de masse qui mine le prolétariat en Europe depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, l'aggravation de la discrimination leur fournira des recrues.

### RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
[ section française du Collectif révolution permanente ]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

Adresse postale :

ReSo

AGECA service BP

177 rue de Charonne

75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)  
à l'ordre de ARTP

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,  
français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site du GKK / Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI / France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

Site de RP / Pérou : [luchamarxista.blogspot.fr](http://luchamarxista.blogspot.fr)

Les articles signés n'engagent pas le GMI

Toutes les illustrations de ce numéro, à l'exception de celle de la couverture et de l'article sur 1915, sont des dessins de collaborateurs de *Charlie Hebdo*.

## Le terrorisme islamiste est l'enfant du capitalisme en déclin

La plupart des assassins islamistes de travailleurs, d'artistes et de Juifs sont des repris de justice, des délinquants refusant le travail, étrangers à la solidarité spontanée des ouvriers et des employés. Ces déclassés imitent, à petite échelle, les capitalistes : vivre du trafic et du vol sur le dos des autres. Le banditisme a toujours constitué un réservoir d'ennemis du prolétariat et de la révolution sociale (complices de la Gestapo, agents du SAC gaulliste, etc.).

*Quand les ouvriers français mettaient sur les maisons, pendant les révolutions, « Mort aux voleurs ! » et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait, avant tout, s'en débarrasser.* (Friedrich Engels, Préface à « *La Guerre des paysans* », 1870)

Les causes du djihadisme sont à chercher avant tout dans la crise historique du capitalisme et dans les crapuleries des puissances impérialistes. Le capitalisme s'est construit par la colonisation et le pillage du monde entier. Il s'est maintenu par la supériorité de quelques États impérialistes et de leurs groupes capitalistes transnationaux sur le reste de la planète. En permanence, cette domination s'exerce par des moyens économiques ; à l'occasion par des chantages militaires, voire des interventions comme celles auxquelles participent l'armée française au Mali et en Irak.

Une colonisation anachronique se poursuit, avec l'appui des puissances impérialistes, par le nationalisme juif (le sionisme). La bourgeoisie d'Israël utilise le prétexte de l'extermination des Juifs d'Europe par la bourgeoisie impérialiste allemande pour discriminer, opprimer, expulser et assassiner les Arabes de Palestine (la plupart musulmans, certains chrétiens ou athées).

Lors de la fin des empires coloniaux européens et japonais, les peuples des pays dominés ont souvent arraché l'indépendance politique sous la direction de partis staliniens ou de mouvements nationalistes bourgeois. En règle générale, les clergés locaux collaboraient alors avec les États colonisateurs, ce qui réduisait l'influence de la religion (musulmane, bouddhiste, indoue...) dans les peuples opprimés.

En 1953, en Iran, les islamistes servent de force d'appui aux monarchistes et aux services secrets britanniques et américains pour renverser le dirigeant nationaliste bourgeois Mossadegh qui tente de prendre le contrôle des richesses naturelles du pays. Plus tard, ils inter-

disent la révolution prolétarienne en emprisonnant, torturant et assassinant des milliers de militants, jeunes, femmes et ouvriers qui avaient chassé le Shah en établissant une dictature capitaliste religieuse en 1979-1980. Les ayatollahs font pression sur les impérialismes occidentaux par des attentats qui cessent quand ceux-ci reconnaissent l'Iran islamiste.

En 1965, en Indonésie, les islamistes participent au coup d'État militaire fomenté par les services secrets américains qui destitue le dirigeant nationaliste bourgeois Soekarno qui jouait l'alliance avec l'URSS et la Chine, avec la soldatesque, les islamistes assassinent un million de membres du parti communiste PKI ou de minorités nationales, en particulier d'origine chinoise. Aujourd'hui, ils dénoncent les États-Unis mais assassinent surtout les touristes occidentaux et les chrétiens indonésiens, nettement plus faciles à attaquer que l'armée américaine.

En 1978, en Afghanistan, les islamistes du monde entier sont invités par les services secrets américains à renforcer les chefs tribaux qui se soulèvent contre le dirigeant nationaliste Taraki appuyé par l'URSS. Les islamistes, Talibans et Al-Qaïda, se retourneront contre leurs maîtres, tout en continuant à s'appuyer sur les services secrets du Pakistan, un pays capitaliste allié des États-Unis. L'islamisme bourgeois prend alors une envergure internationale.

L'effondrement de l'URSS en 1991 et l'usure du nationalisme bourgeois auquel le stalinisme avait subordonné la classe ouvrière des pays dominés sous prétexte de « front uni anti-impérialiste » ont laissé la place à ces courants cléricaux et même fascistes, faute d'internationale ouvrière et de partis ouvriers révolutionnaires capables de prendre la tête de la lutte contre l'impérialisme, les exploités locaux et toutes les oppressions.

En outre, le financement par l'Iran, les monarchies du Golfe et la Turquie permettent aux Frères musulmans et aux djihadistes de trouver une base de masse par des réseaux de charité et des « écoles » imprégnées d'obscurantisme. Ces partis ultraréactionnaires s'en servent contre la révolution sociale qui débute en Tunisie et en Égypte en 2011.

## Hollande reçoit Sarkozy et Le Pen

Moins de deux heures après le massacre, François Hollande est sur les lieux et appelle à « l'unité nationale », une façon, sur le mode de « l'union sacrée » de 1914, d'enjoindre la classe ouvrière à se rassembler derrière la bourgeoisie comme s'il fallait choisir entre deux terrorismes, celui de l'État bourgeois et celui des fous de Dieu.

C'est le même gouvernement PS-PRG qui, outre les attaques renouvelées contre les salariés au compte des patrons, étrangle la Grèce avec le gouvernement CDU-SPD

allemand, participe à l'alliance militaire OTAN aux mains d'Obama, mène sa propre guerre au Mali, finance l'Église catholique (plus de 8 milliards d'euros par an) et dans une moindre mesure le clergé musulman, a interdit à Paris des manifestations en soutien aux Palestiniens de Gaza, a réprimé des cheminots en grève et des lycéens solidaires des sans-papiers, traite indignement les Syriens et les autres réfugiés à Calais, détruit les misérables camps des Roms...

*Charlie Hebdo* n'est ni une « *presse bourgeoise islamophobe* » (LTF), ni un « *journal anarcho-troskyste* » (Jean-Marie Le Pen). *Charlie* et son ancêtre *L'Hebdo Hara Kiri* interdit par « la République » sont assez éloignés du fondateur de l'Armée rouge. Mais ils ont défendu, par l'image et le texte, durant presque 50 ans, les Noirs et les Arabes contre les racistes. Or, le 9 janvier, Hollande accueille à l'Élysée Sarkozy, l'ancien président qui avait organisé la chasse policière aux étrangers pauvres et axé sa campagne électorale de 2012 contre les immigrés. Il invite même Le Pen, la chef d'un parti fascisant et raciste.

## La capitulation des sommets du mouvement ouvrier

Tous les partis sociaux-patriotes (PS, PdG, PCF) ratifient l'opération du gouvernement.

*La France a été l'objet d'un attentat terroriste. La République a été l'objet d'une attaque d'une lâcheté et d'une gravité extrêmes... Le Parti socialiste appelle les concitoyens à faire bloc autour des valeurs de la République.* (Jean-Christophe Cambadélis, PS, 7 janvier)

*Il s'agit de faire la démonstration que nous sommes capables de nous serrer les coudes, de faire peuple ensemble, et que rien ne nous divisera.* (Jean-Luc Mélenchon, PdG, 8 janvier)

*Il faut une réaction nationale à la mesure de l'attaque qui vient de se produire... L'union de la nation la plus importante possible de toutes les forces républicaines de ce pays.* (Pierre Laurent, PCF, 7 janvier)

Le financement par l'État des syndicats est une des raisons pour laquelle toutes les directions syndicales négocient les attaques contre les salariés et se prêtent à « l'unité républicaine ». Les privilèges des bureaucrates (le cas de Lepaon qui a été connu des syndiqués grâce aux rivalités dans les sommets de la CGT n'est pas isolé) les attachent à « l'intérêt national », c'est-à-dire à la classe qui domine la nation. Toutes les bureaucraties syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU, CFDT, Solidaires, UNSA) apportent leur concours à la pseudo-

unité nationale dont les opprimés et les exploités sont toujours les dupes. Le 9 janvier, la plupart appellent à la marche convoquée de concert par le gouvernement et l'UMP.

*Les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA et Solidaires appellent le monde du travail ainsi que tous les citoyennes et citoyens à se joindre à toutes les initiatives et manifestations organisées ce weekend partout en France dont la marche silencieuse à Paris ce dimanche 11 janvier.*

Le 9 janvier, la plupart des chefs syndicaux et des partis issus de la classe ouvrière signent ensemble un communiqué avec la quasi-totalité des partis bourgeois.

*Nous - associations, organisations syndicales, partis politiques - appelons tous les citoyens à une marche républicaine silencieuse le dimanche 11 janvier, à 15 heures, de la place de la République à la place de la Nation. Face à la barbarie, défendons les valeurs de la République ! (CFTC, CGT, EELV, FSU, LDH, Modem, MRC, PCF, PdG, PRG, PS, UDI, UMP, Unsa...)*

Séparément, mais sur la même ligne, la direction de FO appelle « aux marches démocratiques et citoyennes ».

## Hollande parade avec Sarkozy et Netanyahu

Le Pen participe à celle de Beaucaire. A Paris, les partis et les bureaucrates syndicaux « républicains » et « citoyens » emboîtent le pas au Président chef des armées françaises, aux monarques absolus, aux dictateurs sanguinaires et au colonisateur sioniste.

Les dessinateurs de *Charlie Hebdo* se moquaient du patriotisme, de la police, de l'armée, de tous les clergés, des racistes, des homophobes... 4 millions de personnes dans toute la France se retrouvent, la plupart sans l'avoir voulu, avec *la Marseillaise*, les drapeaux bleu-blanc-rouge, les applaudissements pour les CRS...

Il suffit de regarder le cortège officiel de la marche « républicaine » du 11 janvier pour voir que la liberté de la presse est fort mal représentée avec Orban le premier ministre de Hongrie, où des journalistes mènent une grève de la faim pour dénoncer des lois liberticides ; avec Hussein, le roi de Jordanie qui a récemment arrêté des journalistes et fermé une chaîne de télévision qui lui déplaisait ; avec Choukry, le ministre des Affaires étrangères de la junte militaire égyptienne, un pays où des dizaines de journalistes sont en prison ; avec Davutoglu, le premier ministre islamiste de Turquie, où de nom-

breux journalistes sont incarcérés ; avec Lavrov, ministre des Affaires étrangères de Russie, où les grands médias sont aux ordres et les journalistes indépendants sont poursuivis par la justice quand ils ne sont pas assassinés ; etc.

La laïcité est encore plus mal représentée, si c'est possible. En France, plus de 2 millions de jeunes ont des crucifix dans leurs locaux scolaires, dont les enseignants sont recrutés par l'Église catholique mais payés par l'État. La plupart des États qui s'affichent à la marche punissent archaïquement le « blasphème ». Les Pussy Riot ont été condamnées pour « sacrilège » et « blasphème » par la justice russe. La reine d'Angleterre est non seulement le chef de l'État, elle est aussi la chef de l'Église chrétienne anglicane. L'État allemand paie les prêtres des différentes religions, l'État grec paie le clergé chrétien orthodoxe. Un Égyptien a été condamné à trois ans de prison pour athéisme le jour même de la marche. L'islam est

religion d'État à Gaza et en Cisjordanie, le Cisjordanien Waleed Al-Hussein a été arrêté et maltraité pendant un an par la police secrète de l'Autorité palestinienne pour athéisme. Les monarchies du Golfe interdisent les autres cultes que l'islam ; Raif Badawi a reçu 50 coups de fouet en public, sur les 1 000 auxquels il a été condamné par la justice arabe-saoudite pour blasphème...

Curieuse manière d'honorer la mémoire des Juifs assassinés dans le supermarché, Hollande accueille les représentants des régimes antisémites du Golfe et du gouvernement ukrainien qui comprend des nazis.

Curieuse manière d'honorer la mémoire du rédacteur en chef et des dessinateurs de *Charlie Hebdo*, Hollande fait mettre au premier rang de la marche le premier ministre israélien Netanyahu, un colonisateur, un constructeur de mur d'apartheid et un criminel de guerre.

## Du FN au PCF, tous se lèvent pour applaudir Valls

Alors que *Charlie Hebdo* tournait en dérision toutes les cérémonies, le gouvernement impose une minute de silence officielle dans tous les établissements scolaires le 13 janvier.

L'union sacrée atteint son paroxysme à l'Assemblée, entraînant tous les députés du PS, du PdG et du PCF, sans le moindre « frondeur ».



*Au Palais-Bourbon, les députés ont rendu hommage ce mardi aux 17 victimes des récents attentats. Après un propos introductif du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, les députés français ont observé une minute de silence puis se sont mis à chanter, dans un hémicycle plein, La Marseillaise. (Le Figaro, 13 janvier)*

Le premier ministre explique que « *la France est en guerre* » et, comme toujours en temps de guerre, annonce des restrictions aux libertés : quadrillage du pays par l'armée, envoi du porte-avion en Méditerranée, nouveau fichier anti-terroriste, renforcement des services d'espionnage, contrôle renforcé d'Internet, isolement de certains détenus, recrutement d'imams... Le tout dans la continuité de la loi Cazeau du 13 novembre 2014, qui crée un « délit d'entreprise terroriste » assorti notamment d'une interdiction de sortie du territoire et donne le droit à la police politique de fermer tout site. Les 15 lois « antiterroristes » adoptées depuis 1986 n'ont pas empêché les deux attentats.

Émus par le plaidoyer militariste, policier et liberticide du premier ministre de l'impérialisme français, les députés du PS, du PdG et du PCF se joignent de nouveau à ceux du FN, de l'UMP, du Modem-UDI, du PRG, d'EELV pour congratuler Valls.

*À quatre reprises au cours d'un discours d'une trentaine de minutes, les députés se sont levés comme un seul homme pour applaudir le premier ministre. (Le Figaro, 14 janvier)*

Alors que l'intervention militaire française en Irak a joué probablement un rôle dans le déclenchement des attentats par les chefs des réseaux islamo-fascistes, le gouvernement impérialiste demande le même jour l'assentiment de l'Assemblée. Aucun député du PCF, du PdG ou du PS ne vote contre.

*Un climat d'unanimité inédit a présidé mardi au vote des députés et sénateurs sur la prolongation des frappes aériennes françaises en Irak contre l'État islamique (EI), alias Daech. Après les tragiques événements de la semaine dernière et l'élan national qu'ils ont suscité, le feu vert parlementaire a été massivement approuvé mardi en fin de journée, par 488 voix à l'Assemblée nationale. (Le Figaro, 13 janvier)*

Comme le montre sa capitulation devant « l'unité nationale », le problème du mouvement ouvrier n'est pas qu'il cède au « libéralisme », c'est qu'il est dirigé par une couche petite bourgeoise soumise à sa bourgeoisie, qui l'achète avec quelques miettes des gigantesques profits tirés de l'exploitation des travailleurs de ce pays et de bien d'autres.

*Les opportunistes apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de*

*certaines couches de la classe ouvrière, soudoyée avec les fonds des surprofits des impérialistes et convertie en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier. (Vladimir Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, 1916)*

## LO et le NPA camouflent la trahison du PCF et de la CGT

Certes, LO et le NPA n'ont pas sombré dans la prétendue « unité nationale ». Mais la LCR (qui est à l'origine du NPA) a voté Chirac en 2002. LO et le NPA ont participé à des listes municipales avec des partis bourgeois en 2008. Et, aujourd'hui, ils se refusent à dire la vérité aux travailleurs sur la trahison des bureaucraties syndicales et des partis réformistes « anti-libéraux ».

*Les « partis ouvriers bourgeois » se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte décisive et implacable contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Vladimir Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, 1916)*

Les lecteurs de l'éditorial de *Lutte ouvrière* du 19 janvier ou de *L'Anticapitaliste* du 22 chercheront en vain des informations sur le chauvinisme des députés du PCF, pas plus qu'ils ne sauront que le PCF et la direction de la CGT ont appelé à « l'union nationale » avec l'UMP.

*Il faut dire aux masses toute la vérité. Il faut dénoncer nommément les dirigeants traîtres des partis et des syndicats. (Lev Trotsky, Lettre au Groupe bolchevik-léniniste, 21 novembre 1935)*

Les nombreux responsables syndicaux LO ou NPA dans la CGT et la FSU se sont bien gardés de mobiliser les travailleurs contre la signature scandaleuse par les bureaucrates d'un appel avec l'UMP.

Les nombreux militants de LO et du NPA dans les écoles, les collèges, les lycées professionnels et les lycées ont-ils tenté d'organiser des protestations collectives contre l'union sacrée qui était imposée à leurs collègues et à leurs élèves, qui caporalise l'école ?

Même si, au contraire des partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, PdG) et des bureaucraties syndicales chauvines (CGT, FO...), les organisations centristes (LO, NPA, POL...) défendent platoniquement l'internationalisme, elles contribuent aussi à écarter les minorités opprimées du mouvement ouvrier et à renforcer l'appareil répressif de l'État bourgeois.

La LCR et LO ont sollicité en 2003 de Chirac une loi contre le voile à l'école. LO s'est prononcée avec le PS

et le PCF pour le rétablissement de l'ordre dans les banlieues en 2005. LO a demandé plus de policiers et plus de gardiens de prison en 2008. LO a soutenu la bureaucratie de la CGT quand celle-ci a expulsé en 2009 de la Bourse du travail les ouvriers et employés maliens sans-papiers.

Le NPA comme LO avalisent la colonisation sioniste en soutenant, comme leur classe dominante, la prétendue coexistence de deux États en Palestine (en fait, un État surarmé et ses deux bantoustans).

## Le gouvernement PS-PRG poursuit son offensive contre les salariés

« L'unité nationale » laisse l'État et les collectivités territoriales financer l'Église catholique, laisse la propriété des entreprises aux licenciés. « L'union républicaine » renforce l'armée qui défend les grands groupes capitalistes français dans le monde, elle renforce la police qui réprime les luttes sociales. En plus, elle divise les travailleurs et les jeunes entre eux. « L'union sacrée » aboutit à 45 % de chômage pour les jeunes dans les « zones urbaines sensibles ».

Valls a promis 2 ou 3 ans de sacrifices... aux travailleurs. Le gouvernement n'entend pas suspendre les projets au service des patrons. Le ministre de l'économie Macron défend actuellement un projet de loi pour augmenter la flexibilité du temps de travail dans le commerce, affaiblir le syndicalisme, etc. La ministre de la santé Touraine veut accélérer la déstructuration des hôpitaux publics au profit des cliniques privées. Le ministre du Travail Rebsamen évoque la possibilité de reculer encore l'âge de départ à la retraite.

*Il est normal que quand l'espérance de vie s'allonge, on allonge proportionnellement les durées de cotisation. (Libération, 16 décembre 2014)*

## Contre « l'unité nationale », pour la lutte de classe

Le prolétariat et la jeunesse sont paralysés par la collaboration de classe, sont ligotés par « l'unité nationale ». Pour en finir avec la plaie du chômage et tous les fascismes, il faut arracher le pouvoir à la bourgeoisie et exproprier les groupes capitalistes, il faut que les producteurs gèrent l'économie et la société.

Pour cela, il faut un autre parti que le PCF ou le PS qui ont toujours gouverné au compte des capitalistes et de l'état-major, qui renforcent l'État bourgeois.

*Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique,*

*convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure. (Vladimir Lénine, Le Socialisme et la guerre, 1915)*

Pour pouvoir nous défendre, il faut expulser Lepaon et tous les corrompus des syndicats, il faut rompre avec la bourgeoisie française et l'affronter :

- Retrait du projet de loi Macron ! Boycott par les syndicats des négociations dans les branches pour appliquer le « pacte de responsabilité » !
- Aucun revenu de député, de maire ou de permanent syndical au-dessus du salaire d'un travailleur qualifié ! Sortie des représentants syndicaux des conseils d'administration des groupes capitalistes ! Boycott du Conseil d'orientation des retraites !
- Rétablissement de la retraite pleine et entière après 37,5 annuités ! Rattrapage du pouvoir d'achat perdu des salaires, des pensions, des prestations socialistes ! Augmentation des salaires des chauffeurs routiers et de tous les salariés ! Du travail pour tous en partageant le travail disponible sans perte de salaire ! Expropriation des banques et des autres grands groupes capitalistes !
- Non à l'espionnage généralisé de la population par les services secrets ! Non aux manœuvres militaires dans les villes ! Autodéfense des luttes ouvrières, des manifestations, des locaux, des quartiers populaires !
- Totale liberté d'expression pour la presse comme pour toutes les formes d'art !
- Fin du financement du clergé dans les départements de l'est ! Interdiction de toute subvention à l'Église catholique et à ses établissements ! Expulsion des prêtres de toutes les religions du Comité national d'éthique ! Droit de choisir sa mort dans la dignité !
- Arrêt immédiat des interventions militaires à l'étranger ! Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Sortie de l'OTAN ! Milice populaire sous contrôle syndical au lieu de l'armée de mercenaires professionnels !
- Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Droit de circuler pour les étudiants et les travailleurs !
- Annulation de la dette publique grecque envers les banques françaises et l'État français ! États-Unis socialistes d'Europe et Fédération socialiste de la Méditerranée !

19 janvier 2015

## Communiqué du GMI, 8 janvier

# Le Pen, Sarkozy, Hollande, Valls... vos gueules !

### Un attentat fondamentaliste contre un journal humoristique et anticlérical

Le 7 janvier, à Paris, un commando islamiste a assailli la conférence de rédaction de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, assassinant parmi ses participants les dessinateurs Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski et le professeur d'économie Bernard Maris (« Oncle Bernard »). Ils ont exécuté en outre deux autres collaborateurs du journal, Elsa Cayat et Frédéric Boisseau, le correcteur Mustapha Ourrad, un visiteur, Michel Renaud, et les deux policiers qui protégeaient le journal, Frank Brinsolaro et Ahmed Merabet.

Les fanatiques n'ont pas attaqué « la France », comme tant de bonnes âmes veulent en persuader la jeunesse et les travailleurs qui ont immédiatement réagi, à juste titre, dans la rue à la barbarie. Ils ne s'en sont pas pris à l'état-major de l'armée ou au siège d'un service secret (DGSE, DGSI...), à l'hebdomadaire raciste *Minute*, à *TF1* ou au *Figaro*, des médias très liés aux capitalistes et à l'armée française.

C'est un fait, les obscurantistes islamistes ont assassiné des artistes et un enseignant. Ils ont choisi délibérément une cible vulnérable, un journal qui est une incarnation de l'antiracisme, de l'anticléricalisme, de l'antimilitarisme pour tous les francophones du monde. C'est pourquoi notre bulletin bimestriel, *Révolution communiste*, avait repris récemment des dessins de Cabu, Charb et Honoré.

Cet attentat s'inscrit dans la lignée des autodafés hitlériens, franquistes et islamistes ; des attentats cléricaux contre les travailleurs de New York, de Paris, de Madrid et de Londres ; de l'agression raciste contre une école juive à Toulouse et de la tuerie dans un musée juif en Belgique ; des attaques réactionnaires contre les écoles de filles pakistanaises, afghanes ou nigériennes...



Visiblement entraînés, ces fanatiques ont probablement agi en lien avec les réseaux bourgeois et mafieux d'Al Qaida ou de Daech. Dans les zones qu'ils contrôlent, au Proche-Orient et en Afrique, les bandes islamo-fascistes enlèvent les journalistes et les humanitaires, les torturent et les exécutent, défendent la propriété privée, interdisent les grèves et liquident les organisations ouvrières, tuent plus d'Arabes et de Kurdes que de soldats des armées impérialistes et sioniste, oppriment violemment les femmes, les jeunes et les homosexuels, interdisent toute activité artistique et persécutent les autres croyances.

### Ceux qui voulaient bâillonner *Charlie Hebdo* : armée et clergé, UMP et FN

En novembre 1970, *L'Hebdo hara-kiri*, l'ancêtre de *Charlie Hebdo* (et de *Siné Mensuel*) est interdit par le gouvernement U N R (aujourd'hui UMP) de Pompidou. En janvier 1996, le ministre de la Défense du gouvernement R P R (aujourd'hui UMP) de Chirac poursuit *Charlie Hebdo* en justice et gagne.

En septembre 1995, la candidate FN au poste de député à Neuilly, Marie-Caroline Le Pen (fille aînée du fondateur du FN, un des tortionnaires de la guerre d'Algérie), le poursuit en justice et gagne. En décembre 1995, le maire FN de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, fait un procès qu'il perd. En avril 1996, le journal du FN *National Hebdo* fait un procès, perdu, à *Charlie*. En novembre 1997, le député FN Le Chevallier fait un nouveau procès, qu'il perdra, parce que *Charlie* avait dénoncé ses relations avec le banditisme. En février 1998, la maire FN de Vitrolles, Catherine Mégret tente quatre procès qu'elle perd tous.

Les catholiques intégristes (AGRIF) saisissent la justice à 13 reprises de mars 1994 à juin 1998, perdant le plus souvent.

Le Conseil français du culte musulman (CFCM), la Grande mosquée de Paris et l'UOIF (Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans) attaquent deux fois en 2006 *Charlie Hebdo* en justice (ils sont déboutés). En 2011, le site du journal est attaqué et les locaux du journal sont incendiés (les auteurs ne sont pas trouvés).

Pour cette seule raison, les larmes de crocodile versées sur *Charlie Hebdo* par ceux qui ont toujours voulu le faire taire, (Sarkozy, Le Pen, Ribadeau-Dumas, Boubakeur et Kotbi) soulèvent le dégoût.

## Les plus grands terroristes sont les États impérialistes

Le fondamentalisme musulman n'est pas une conviction religieuse, c'est un courant politique réactionnaire. Il n'est pas le seul, comme en témoignent l'affirmation par le président de la République Sarkozy que les prêtres sont supérieurs aux enseignants ; les manifestations homophobes appuyées par l'Église catholique, les groupes fascistes, l'UMP et l'UDI ; les pressions envers les artistes et les médecins qui procèdent aux avortements par les chrétiens intégristes ; les campagnes xénophobes de l'UMP et du FN...

Le djihadisme n'est pas le seul courant fasciste comme l'illustrent le meurtre d'un militant antifasciste par un groupe nazi en France, les multiples assassinats de Turcs par un groupe nazi en Allemagne, le massacre de jeunes socialistes par un nazi en Norvège, les matraquages d'immigrés et l'assassinat d'un chanteur par Aube dorée en Grèce, etc.

L'islamisme est un produit de la décomposition du capitalisme : il a été propulsé par les services secrets américains, pakistanais, turcs et israéliens ; il est financé par les monarchies du Golfe alliées des États-Unis ; il est branché sur le capitalisme mondial par ses trafics de drogue, de pétrole, d'armes... Il trouve un écho dans les pays dominés mais aussi dans les minorités arabes ou musulmanes des pays dominants en prenant l'apparence, fallacieuse, de l'anti-impérialisme et de l'antisionisme.

C'est possible parce que les États impérialistes comme la France secrètent en leur sein la discrimination contre les minorités ethniques (Noirs et Latinos en Amérique du nord ; Arabes, Turcs, Pakistanais, Roms, Noirs... en Europe). Ils appuient la colonisation sioniste de la Palestine, protègent leurs groupes capitalistes qui exploitent au-delà de leurs frontières, interviennent diplomatiquement, politiquement et militairement dans le monde entier pour maintenir leur domination à coup de soutien

aux régimes despotiques, de coups d'État, d'interventions militaires, de drones, assassinent et torturent ceux qui osent les défier...

## Contre l'unité nationale avec le gouvernement impérialiste, les partis xénophobes et les clergés obscurantistes

L'union nationale, que ce soit contre le Kaiser en août 1914 ou contre les djihadistes en janvier 2015, transforme toujours le prolétariat et la jeunesse en dupes de la classe dominante. Au nom de l'unité nationale, le président et chef des armées Hollande reçoit Sarkozy, Bayrou et Le Pen à l'Élysée. Le rassemblement patriotique que prône le gouvernement Hollande-Valls ne déboucherait que sur le renforcement politique du parti fascisant et des groupes fascistes, sur l'espionnage généralisé de la population, sur la diminution des libertés démocratiques,

sur l'hypertrophie de l'appareil répressif d'État (services secrets, armée, police nationale...) qui se révèle impuissant envers le terrorisme mais constitue une menace contre les grèves, les luttes sociales et la révolution prolétarienne ici et ailleurs. Le GIPN est déjà intervenu contre des postiers en grève, le GIGN est déjà intervenu contre des marins en grève.

Les syndicats de journalistes, des travailleurs de l'impression doivent apporter tout leur soutien à *Charlie Hebdo* pour qu'il puisse continuer à vivre.

Toutes les organisations issues de la classe ouvrière, partis comme syndicats, doivent dénoncer l'union nationale, rompre avec la bourgeoisie, tous ses partis, son État, le gouvernement à son service.

Les travailleurs de ce pays, quelle que soit leur ethnie, leur religion ou leur absence de religion, doivent s'unir pour défendre les libertés démocratiques, à commencer par la liberté de la presse et la suppression de toute censure. Ils doivent combattre tous les agissements fascistes et aussi les campagnes xénophobes et islamophobes des partis bourgeois « républicains » comme l'UMP ou fascistes comme le FN, les interventions militaires et la chasse aux immigrés du gouvernement PS-PRG. Pour éradiquer définitivement le fascisme sous toutes ses formes, il faut extirper le capitalisme de ce pays et du monde entier avec l'aide des travailleurs de tous les pays.

Honneur à Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski ! Bas les pattes devant les Arabes, les mosquées ! Aucune restriction des libertés démocratiques ! Unité ouvrière contre tous les racistes et tous les fascistes, contre l'État policier et l'armée impérialiste !



## Message du GMI à l'équipe de *Charlie Hebdo*, 11 janvier

*L'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique.* Breton, Rivera, Trotsky, juillet 1938

À tous les collaborateurs de *Charlie Hebdo* et à tous les proches des assassinés, toute notre solidarité. Poursuivez !

## Lettre du GMI aux organisations ouvrières qui se prononcent contre l'unité nationale, 11 janvier

Pour : Alternative libertaire, ARS, Convergences révolutionnaires, Fédération anarchiste, GCPOR, Gauche révolutionnaire, Groupe révoltes, La Commune, GSI, LTF, Lutte ouvrière, OCL, OCML, NPA, PCOF, POI, VdT...

Copie à : Militant, Claire, CCR, Prométhée...

Chers camarades,

L'attentat contre *Charlie Hebdo* constitue un événement important. Le mouvement ouvrier doit défendre la liberté de la presse et la création artistique. En aucun cas, il ne doit subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie et à ses institutions, comme le font aujourd'hui toutes les directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) ainsi que les partis sociaux-patriotes (PS, PCF, PdG).

D'une part, la fiction de « l'union nationale » masque la responsabilité de notre propre bourgeoisie, de notre propre impérialisme, de son État ; d'autre part, cela légitime le renforcement de l'appareil contre-révolutionnaire de l'État bourgeois.

Dans ces conditions, il nous semble indispensable que toutes les organisations ouvrières qui défendent l'internationalisme et l'indépendance de la classe ouvrière prennent une position commune pour :

1. Condamner les attentats contre le journal anticlérical et l'épicerie casher
2. Défendre les libertés démocratiques au profit des travailleurs de ce pays et des autres, en particulier contre l'État bourgeois « démocratique »
3. Rejeter l'union nationale avec la bourgeoisie française qui a toujours recouru au terrorisme contre les pays dominés et son prolétariat.

Une telle position commune aurait un retentissement national, et aussi international, bien au-delà de l'audience habituelle de chacune des organisations et qui ouvrira la voie de rapprochements pour regrouper l'avant-garde dans un parti ouvrier communiste et international. Seule une perspective de révolution socialiste mondiale peut permettre de combattre et d'éradiquer l'islamisme, ici et surtout ailleurs.

Faites nous savoir au plus vite à l'adresse électronique ci-dessus si vous envisagez de le faire et, dans ce cas, transmettez cette proposition aux organisations que nous aurions oubliées et qui seraient susceptibles de s'y associer.

Fraternellement, Direction nationale du GMI

## Bilan

Les grands événements sont des épreuves pour tous les courants du mouvement ouvrier. Seuls deux groupes ont répondu à l'initiative unitaire du Groupe marxiste internationaliste : le Groupe révoltes et Voix des travailleurs. Le GMI leur a soumis, comme projet de déclaration commune, le court texte reproduit au verso, p. 10 de ce numéro.

Le GR a demandé, comme préalable à sa signature, l'ajout de : « *Il faut une mobilisation des travailleurs pour imposer à la majorité PS FDG l'arrêt des frappes en Irak et le retrait des troupes du Moyen Orient et le retrait de la loi Caze-neuve* ». Or, le front unique ouvrier ne s'adresse pas au « Front de gauche » qui n'est pas une organisation ouvrière, mais un mini-front populaire qui inclut un débris bourgeois « souverainiste » (R&S). Par ailleurs, le front unique ne découle aucunement de la composition d'un parlement bourgeois. Le Groupe marxiste internationaliste a modifié légèrement la phrase du GR pour qu'elle s'adresse à « *toutes les organisations ouvrières (partis et syndicats)* ». Le GR a repoussé en expliquant que « *majorité PS-FDG* » était un pour lui un « *principe* » (sic).

Le porte-parole de VdT Robert Paris a refusé d'amender le projet du GMI. Le prétexte invoqué par Paris est : « *nous ne trouvons aucune bribe d'une analyse de la politique actuelle des classes dirigeantes, analyse de classe indispensable pour faire face à la situation. En particulier, nous n'y trouvons pas le lien entre la montée des violences, des fascismes et des guerres et guerre civiles et la montée des révolutions et des réactions sociales* ». Pas la moindre bribe d'analyse ? Nous en laissons juges les lectrices et les lecteurs. Le GMI a alors proposé que VdT rédige un contre-projet. Il a refusé.

## Tract du Groupe marxiste internationaliste, 12 janvier

### Non à l'union nationale ! Pas touche aux libertés !

Le 7 janvier, à Paris, deux islamistes se réclamant d'Al-Qaïda ont assailli l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, assassinant les dessinateurs Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski. Ils ont exécuté en outre cinq autres collaborateurs du journal, un visiteur et deux policiers. Le même jour, un autre islamiste, lié aux premiers mais se réclamant de Daesh, a assassiné une policière municipale qui s'occupait de la circulation à Montrouge, a blessé un agent de voirie puis a tué quatre clients d'un supermarché casher à Paris.

Les trois fanatiques n'ont pas attaqué l'armée sioniste, ni « *la France* » : ils ne s'en sont pas pris à l'état-major de l'armée ou au siège d'un service secret (DGSE, DGSI...), ni au Printemps français fasciste et homophobe, ni à l'hebdomadaire raciste *Minute*. C'est un fait, les réactionnaires islamistes ont assassiné des artistes parce qu'ils se moquaient de toutes les religions et des habitants du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris parce qu'ils étaient juifs.

Le fondamentalisme musulman n'est pas une conviction religieuse, c'est un courant politique fasciste. Dans les zones qu'elles contrôlent, au Proche-Orient et en Afrique, les bandes islamo-mafieuses torturent leurs opposants et les exécutent, défendent la propriété privée, interdisent les grèves et liquident les organisations ouvrières, tuent plus d'Arabes et de Kurdes que de soldats des armées impérialistes et sioniste, oppriment violemment les femmes, les jeunes et les homosexuels, interdisent toute activité artistique et persécutent les autres croyances.

L'islamisme est un produit de la décomposition du capitalisme : il a été propulsé par les services secrets américains, pakistanais, turcs et israéliens ; il est financé par les monarchies du Golfe alliées des États-Unis et de la France ; il est branché sur le capitalisme mondial par ses trafics de drogue, de pétrole, d'armes... Il trouve un écho dans les pays dominés mais aussi dans les minorités arabes ou musulmanes opprimées des pays dominants en prenant l'apparence, fallacieuse, de l'anti-impérialisme et de l'antisémitisme.

C'est possible parce que les États impérialistes comme les États-Unis et la France secrètent en leur sein la discrimination contre les minorités ethniques (par exemple, le premier ministre Valls a dit que les Roms n'étaient pas intégrables). La stagnation du capitalisme français affecte particulièrement la jeunesse et les quartiers pauvres.

Les pays dominants légitiment la colonisation sioniste de la Palestine. La crise capitaliste mondiale de 2007-2009 a intensifié leurs rivalités et la constitution d'alliances à périmètre variable. Pour protéger leurs

groupes capitalistes qui pillent la nature et exploitent les salariés dans le monde entier, les puissances impérialistes interviennent à l'étranger pour soutenir des régimes despotiques, mener des coups d'État, bombarder, occuper, assassiner et torturer ceux qui osent les défier. Ainsi, les puissances « démocratiques » ont avalisé un gouvernement à participation fasciste en Ukraine.

Hollande reçoit le raciste Le Pen à l'Élysée et il défile avec le premier ministre israélien Netanyahu qui a détruit Gaza et massacré 2 000 Palestiniens l'été 2014 ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis, une monarchie absolue qui interdit les syndicats et la presse libre, applique la charia. Pourtant, le PS, le PCF, le PdG et toutes les directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) appellent à « l'unité républicaine » et défilent avec les chefs de l'UMP.

L'union nationale, que ce soit contre le Kaiser en août 1914 ou contre les djihadistes en janvier 2015, transforme toujours le prolétariat et la jeunesse en dupes de la classe dominante. Elle débouchera sur l'espionnage généralisé de la population, sur la diminution des libertés démocratiques (il y a déjà eu, depuis 2001, 15 lois « antiterroristes »), sur le renforcement de l'appareil répressif d'État (services secrets, armée, police nationale...) qui se révèle impuissant envers le terrorisme. Par contre, les lois liberticides et l'appareil étatique de répression constituent une menace contre les grèves, les luttes sociales et la révolution sociale ici et ailleurs. Le GIPN est déjà intervenu contre des postiers en grève, le GIGN est déjà intervenu contre des marins en grève.

Les travailleurs et les jeunes, quelle que soit leur ethnie, leur religion ou leur absence de religion, doivent s'unir pour défendre les libertés démocratiques. Ils doivent combattre aussi les campagnes xénophobes et islamophobes des partis bourgeois « républicains » comme l'UMP ou fascistes comme le FN, les interventions militaires impérialistes et la chasse aux immigrés que mène le gouvernement PS-PRG. Pour éradiquer définitivement le fascisme sous toutes ses formes, il faut extirper le capitalisme de ce pays et du monde entier par l'action révolutionnaire des travailleurs de tous les pays.

Rupture de « l'union nationale » de la part de toutes les organisations ouvrières !

Aucune restriction des libertés démocratiques !

Protection des synagogues et des mosquées !

Fin des subventions à l'Église catholique et ses écoles !

Retrait de toutes les troupes françaises des pays étrangers !

Liberté pour les travailleurs et les jeunes de circuler, d'étudier et de travailler dans tous les pays !

# Pour en finir avec le Front national, il faut s'attaquer au capitalisme et avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe

## Le FN est au service des exploités, divise entre eux les travailleurs

Le Front national a été fondé par un ramassis de pétainistes, de bigots et d'anciens tortionnaires de la guerre d'Algérie. Il est dirigé par une fille à papa grandie dans un château entouré d'un parc avec une équipe de bourgeois du même acabit, tels les énarques Philippot et Martel.

Le FN dénonçait le cumul des mandats politiques quand il n'avait pas d'élus, il le pratique depuis qu'il en a. Bien que le programme du Front national soit fait pour berner les benêts et non pour être vraiment appliqué, il témoigne de son caractère fascisant. Il suffit de le parcourir pour le constater. Il se prononce :

Pour la répression de la jeunesse, de la classe ouvrière et des manifestations :

*Organiser une Garde nationale de 50 000 réservistes hommes et femmes, sur l'ensemble du territoire (Outre-mer compris) et mobilisable dans un bref délai.*

*Doubler les effectifs des brigades anti-criminalité. Mettre des policiers en civils dans la rue pour lutter contre l'insécurité et non contre le sentiment d'insécurité.*

*Mise en place d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre concernant l'exercice de leurs fonctions sur le modèle de la gendarmerie nationale. Les policiers et gendarmes sont trop souvent injustement attaqués et dénigrés en lieu et place des auteurs de méfaits.*

Contre les travailleurs étrangers et les demandeurs d'asile :

*Les manifestations de clandestins ou de soutien aux clandestins seront interdites.*

*Réduction drastique du nombre de demandeurs d'asile admis à rester en France.*

*Réduire la durée maximale de la carte de séjour de 10 ans actuellement à 5 ans renouvelable avec un strict contrôle des conditions d'obtention.*

Contre les droits des homosexuels :

*La famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère. Nous nous opposerons donc à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels.*

Pour le nationalisme et le protectionnisme :

*Mise en place de protections intelligentes aux frontières face à la concurrence internationale déloyale (droits de douane ciblés et quotas d'importation).*

*La France doit préparer, avec ses partenaires européens, l'arrêt de l'expérience malheureuse de l'euro, et le retour bénéfique aux monnaies nationales qui permettra une dévaluation compétitive pour oxygéner notre économie et retrouver la voie de la prospérité.*

Pour museler la classe ouvrière et détruire ses syndicats :

*Une grande réforme des syndicats sera mise en oeuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés... Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité.*

Pour la poursuite et l'augmentation du financement public des établissements de l'Église catholique :

*Le respect des spécificités de l'enseignement privé sous contrat ou hors contrat. (Collectif Racine)*

Pour préparer la guerre entre les impérialismes :

*La France a pourtant besoin d'un État fort pour assurer son réarmement face à la mondialisation.*

## Qu'est-ce qui permet cependant au FN de trouver un écho ?

Le capitalisme français se débat dans la crise capitaliste et perd du terrain sur ses concurrents. La bourgeoisie, MEDEF en tête, exige toujours plus. Hollande et le gou-



vernement Valls mettent en place chaque jour de nouvelles attaques contre les salariés et la jeunesse.

Dans cette situation, le Front national propose des solutions absurdes, irrationnelles et réactionnaires, qui aggraveraient la crise capitaliste et précipiterait les conflits avec les pays voisins : abandonner l'euro, sortir de l'Union européenne, expulser les étrangers, dresser des barrières protectionnistes... Il cherche ouvertement à se rallier les petits patrons qui ne voient d'autre issue à leur faillite.

Ces expédients trouvent un écho parce que les principales organisations issues de la classe ouvrière, soutiennent les candidats de l'UMP contre ceux du FN, défendent le capitalisme français, mènent un « dialogue social » qui permet la négociation et la mise en place de toutes les attaques du gouvernement et du patronat, refusent d'en appeler à la grève générale pour chasser le gouvernement et pour en finir avec sa politique.

Ces échappatoires trouvent un écho parce que les partis ouvriers et les directions des syndicats de travailleurs salariés sont toutes, peu ou prou, sur la ligne de la défense du capitalisme français, qui serait victime de la mondialisation, des « diktats » de l'UE ou de l'Allemagne, et sont donc partisans du patriotisme économique qui aboutit à demander à la classe ouvrière et à la jeunesse de serrer les rangs autour de sa bourgeoisie.

Ces lubies trouvent un écho parce que Hollande et le gouvernement Valls, en même temps qu'ils reprennent toutes les exigences du MEDEF, envoient la gendarmerie et la police en civil contre les manifestants, expulsent les Roms et poursuivent les demandeurs d'asile, les sans papiers, parce que le Front de gauche demande plus de policiers et plus de militaires...

La propagande du FN, sa reprise par l'UMP, préparent le terrain du fascisme à qui le front fournira des troupes si

la crise capitaliste s'approfondit. D'ores et déjà, à l'ombre du FN, encouragés par ses succès électoraux, des groupes nazis attaquent les locaux du PS et des LGBT, les militants antifascistes.

## Avec quelle orientation peut-on se débarrasser du FN ?

Pour sortir du chômage et de la paupérisation, il faut imposer l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail, l'expropriation des grands groupes capitalistes, des banques, le contrôle ouvrier, l'armement des travailleurs.

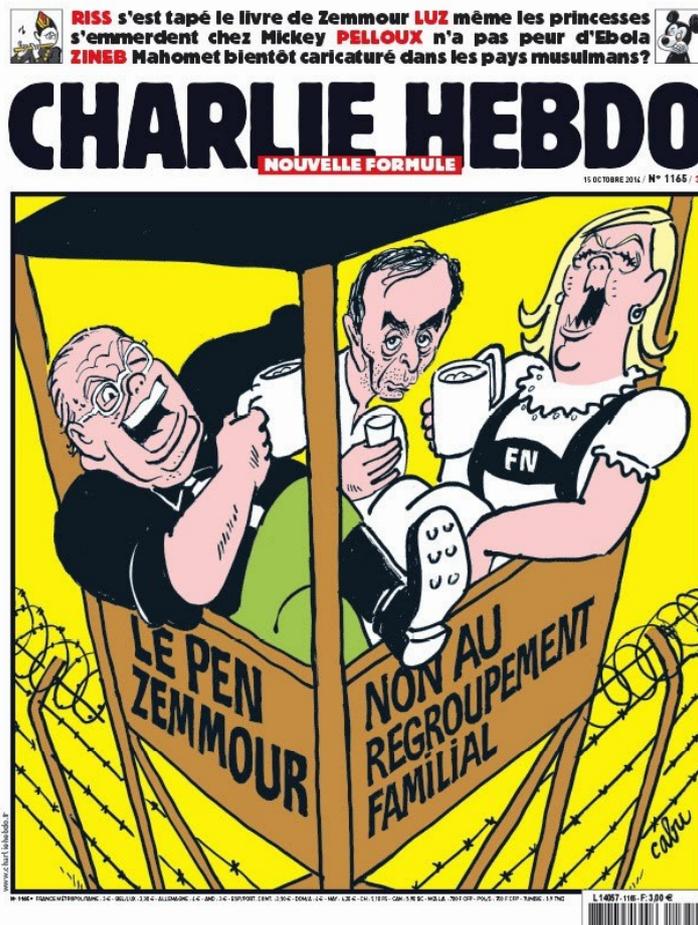
Seul un État ouvrier, une nouvelle Commune de Paris, une République des travailleurs, une dictature du

prolétariat pourra garantir les anciennes conquêtes et les nouvelles, entreprendre la reconstruction consciente et planifiée sous le contrôle des producteurs associés de l'économie afin de satisfaire les besoins sociaux.

Pour faire face aux attaques contre les immigrants, les partis ouvriers, les Roms, les jeunes, les musulmans, les féministes, les homosexuels... il faut le front des organisations ouvrières dans l'action. Pour vaincre les groupes fascistes, il faut une perspective radicale et exaltante qui mobilise le prolétariat et la jeunesse. Pour extirper à tout jamais le fascisme, il faut en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale.

Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire, il faut regrouper les révolutionnaires de toutes les ethnies et de tous les pays. Rejoignez le Groupe marxiste internationaliste qui combat en France pour cela sur le programme du marxisme.

26 novembre 2014



## Retrait du projet de loi Macron !

Le gouvernement PS-PRG-EELV a diminué les retraites, il a permis aux patrons de licencier plus facilement, il a flexibilisé le temps de travail et le salaire, il a diminué les cotisations sociales et les impôts des capitalistes, il intervient militairement dans trois pays africains, il persécute les Roms. Le gouvernement PS-PRG soumet maintenant au parlement un projet de loi « pour la croissance et l'activité ». D'après l'ancien banquier et actuel ministre PS de l'économie Macron, « elle ne divise pas » et « elle n'enlèvera rien à personne » (*Dossier de presse*, p. 4, p. 3).

Mensonge ! Qui sert la bourgeoisie ne peut satisfaire les travailleurs.

L'axe du projet du gouvernement Hollande-Valls-Macron est d'attribuer le chômage et la stagnation, non aux licencieurs et au capitalisme, mais aux « blocages » dont il faut se « libérer » (p. 3). Pour les capitalistes et les énarques, les « blocages » sont les droits arrachés par les exploités aux exploités et à leur État. « Libérer », c'est pour le capital.

Des stages pour les travailleurs handicapés (« périodes de mise en situation en milieu professionnel ») au lieu de l'obligation d'emploi des entreprises (*Projet de loi*, article 95).

Les licenciements encore facilités. Les « plans de sauvegarde de l'emploi » (sic) ne pourraient plus être soumis par les syndicats à un tribunal (art. 103), les licenciements de moins de 10 salariés ne seraient plus à vérifier par l'administration du travail (art. 99), les groupes capitalistes ne seraient plus responsables des licenciements de leurs filiales (art. 101).

Davantage d'impunité pour les patrons dans l'illégalité. Les sanctions pour manquement au droit du travail ou pour entrave aux représentants du personnel ne seraient plus prononcées par un tribunal mais par le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, nommé par le gouvernement (art. 85).

Plus de flexibilité du temps de travail pour les exploités de la distribution. Tous les commerces pourraient ouvrir 12 dimanches par an au lieu de 5 (art. 80). Dans les « zones touristiques », les « zones commerciales » et même les gares, ils pourront ouvrir tous les dimanches (art. 72, 73, 74, 75, 79).

L'affaiblissement du conseil des prud'hommes. Ce tribunal composé à parité de conseillers élus par les employeurs et les salariés est délibérément affaibli par toutes sortes de menaces sur les juges élus ainsi qu'envers les syndicalistes qui jouent le rôle d'avocat des travailleurs et par leur dessaisissement au profit de magistrats professionnels (art. 83).

Les travailleurs de la SNCF jouent un rôle important dans la lutte des classes en France. Depuis des décennies, l'État bourgeois a délibérément favorisé le camion contre le train : prise en charge sur les finances publiques du réseau routier, taxation réduite du gazole et, tout récemment, abandon de « l'écotaxe »... Le projet de loi Macron prévoit de favoriser l'autocar au détriment du train, en prétextant les tarifs élevés de la SNCF alors que le gouvernement refuse de financer le réseau ferroviaire (art. 1, 2).

Le grand capital approuve, tout en réclamant davantage : « Le Medef considère toutefois que ce projet de loi aurait pu aller plus loin » (Medef, 18 décembre).



Les responsables syndicaux regrettent surtout de ne pas y avoir été associés : « FO déplore l'absence de concertation » (FO, 3 décembre). Comme si le « dialogue social » n'avait pas légitimé les attaques précédentes et ne se poursuivait pas actuellement (tous les syndicats discutent dans les branches de l'application du Pacte de responsabilité et à l'échelle nationale des seuils sociaux). Le projet Macron prévoit d'ailleurs des « négociations » pour le travail dominical (art. 82, 89),

Les directions confédérales ne se prononcent même pas pour l'abandon du projet Macron (voir les communiqués de la CGT et de FO, 10 décembre). La responsabilité de toutes les organisations qui parlent au nom des travailleurs est d'exiger le retrait et de s'unir pour l'obtenir.

Dans les syndicats, dans les assemblées générales, les quartiers, les travailleuses et les travailleurs doivent s'organiser pour imposer leur volonté et chasser tous les bureaucrates corrompus, pour en finir avec le syndicalisme de proposition, la négociation des mauvais coups du patronat et la cogestion, pour préparer la grève générale jusqu'au retrait du projet Macron et à la satisfaction des revendications, pour ouvrir la voie du gouvernement ouvrier et des États-Unis socialistes d'Europe.

10 janvier 2015

## Grèce : pour un gouvernement ouvrier et paysan qui annule la dette

Le Collectif révolution permanente a adopté cette résolution avant les élections législatives du 25 janvier. La première partie (« Un des millions faibles de l'UE ») a été omise pour des raisons de place. Depuis, la Syriza est arrivée en tête avec 36,3 % des voix, devant Nouvelle démocratie, le principal parti de la bourgeoisie (27,8 %). Cela lui permet d'obtenir 149 députés sur 300. Le KKE a obtenu 5,5 % (15 députés). Après une visite au chef de l'Église orthodoxe, Iéronimos, le nouveau premier ministre Tsipras a annoncé une coalition avec le parti bourgeois nationaliste AN.EL (Grecs indépendants). Donc, le gouvernement Tsipras-Kammenos défendra le capitalisme grec.



### La sauvegarde des profits des groupes capitalistes

L'argent de l'UE et du FMI est allé dans les poches des groupes financiers par deux voies : le remboursement des dettes et le versement des intérêts aux créanciers internationaux, la recapitalisation des banques grecques.

Le patrimoine national (dont les entreprises publiques) a été vendu à vil prix aux grands groupes impérialistes (dont des chinois). Les popes sont restés à la charge de l'État et l'appareil répressif a été épargné. Le gouvernement vient même de relever les traitements des policiers et des juges. L'armée et la police continuent à s'équiper auprès des groupes d'armements français, américains, allemands et belges. La police est, selon les critères européens, particulièrement brutale. L'armée pèse sur la vie politique par la menace d'un putsch. Avec le clergé, elle attise le chauvinisme et entretient les tensions avec la Turquie voisine.

S'abritant derrière les exigences de la « troïka », les gouvernements des deux principaux partis bourgeois ND et PASOK, séparément ou ensemble, ont sacrifié les dépenses sociales depuis 7 ans, au détriment surtout des hôpitaux et de l'école. Les effets délétères sur la population laborieuse se sont ajoutés à ceux du chômage de masse (taux de chômage officiel : 27,6 %). La classe ouvrière en est sortie surexploitée et appauvrie. Les salaires ont baissé de 38 %, les pensions de 44%, le taux de suicide a augmenté de 44 % en 4 ans.

### Les diversions : 4 élections législatives, 32 journées d'action

Le mécontentement de la population a été canalisé jusque là par les élections organisées par la classe dominante (septembre 2007, octobre 2009, mai 2012, juin 2012) et par la politique des bureaucraties ouvrières. La combinaison de la crise capitaliste, de l'humiliation nationale et de l'incapacité des organisations ouvrières de masse à défendre les acquis, à lutter contre les gouvernements PASOK ou ND, à ouvrir une perspective révolutionnaire a nourri la montée des partis fascistes : Laos et surtout XA (Aube dorée).

Les directions syndicales (Adedy, Gsee, Pame) ont multiplié les « journées d'action » impuissantes pour empêcher la grève générale et protéger le capitalisme grec,

avec le soutien des partis réformistes (Syriza, KKE, Dimar) et des groupes centristes.

*Un signe du potentiel pour ceci a été la montée des luttes sociales en Grèce à la fin de l'année dernière, alors que la crise politique approchait—en particulier la première grève générale appelée par les principales fédérations syndicales depuis sept mois. (ISO, Socialist Worker, États-Unis, 13 janvier 2015)*

*Chaque victoire est venue de la lutte des travailleurs—en particulier 32 grèves générales. Assurer que cela continue sera la clé pour concrétiser l'espoir que Syriza promet. (SWP, Socialist Worker, Grande-Bretagne, 13 janvier 2015)*

*Cette mutation politique est le résultat de la résistance sociale aux attaques des classes dominantes et de l'UE. Près de 30 journées de grève nationale... (OI, Inprecor, janvier 2015)*

La Syriza, le KKE et la Dimar sont issus du stalinisme qui a désarmé la révolution grecque quand l'armée britannique est venue sauver le capitalisme et son État en 1944. Aucun n'a surmonté l'héritage du stalinisme (le « socialisme dans un seul pays », le gauchisme, la collaboration de classe avec la bourgeoisie...).

La Gauche démocratique (Dimar) est favorable aux alliances avec la Syriza et aussi les Verts et le PASOK, un parti nationaliste bourgeois qui est affilié à l'Internationale « socialiste ». La Dimar a même participé de juin 2012 à juin 2013 au gouvernement bourgeois et anti-ouvrier Samarás avec la ND et le Pasok.

Depuis l'ouverture de la crise économique et politique, le Parti communiste grec (KKE) divise de manière forcenée les rangs des travailleurs et des étudiants : il scissionne les centrales syndicales au profit de sa fraction (PAME) qui appelle à des manifestations séparées. S'il se réclame du socialisme, c'est pour un avenir lointain. Son prétendu socialisme se réduit à la propriété étatique des moyens de production, qui plus est à l'intérieur des frontières étroites de la Grèce.

### Les illusions dangereuses semées par Syriza

La majorité relative en voix pourrait suffire à assurer une majorité à la Syriza. Celle-ci demande une conférence sur la dette européenne pour réduire la dette grecque des deux tiers. Dans l'immédiat, elle demande un moratoire sur le service de la dette (remboursement venus à échéance, paie-

ment des intérêts). Elle demande aussi de déduire certaines dépenses étatiques (comme la recapitalisation des banques) du déficit public.

La tutelle de la Troïka sera levée au printemps, quel que soit le gouvernement. Peu d'économistes estiment que l'État grec sera un jour capable d'honorer la totalité de ses emprunts (318 milliards d'euros, soit 175 % du produit intérieur brut). La Syriza a déjà reculé avant même d'accéder au gouvernement puisqu'une partie de son audience vient de son programme de 2012, quand la Syriza parlait d'effacement unilatéral de toute la dette. Donc, elle considère qu'une partie de la dette de la bourgeoisie grecque doit être payée par les travailleurs grecs.

Le reste du programme présenté par Alexis Tsipras en décembre repose sur « quatre piliers ». Pour faire face à la crise humanitaire, le gouvernement subventionnerait l'alimentation des familles pauvres (seulement 300 000), des soins médicaux pour les chômeurs sans assurance. Pour relancer la croissance, il supprimerait la taxe foncière sur les petits propriétaires, relèverait le seuil de l'impôt sur le revenu des particuliers, créerait une banque d'investissement (à côté du système bancaire). Sur l'emploi, il annulerait les mesures contre le droit du travail, rétablirait le salaire minimum à 751 euros, la création d'emplois. Enfin, il s'agirait de renforcer la démocratie par de nouvelles lois, mais sans cesser de financer le clergé, sans dissoudre les corps de répression, sans armer le peuple.

La Syriza veut réformer le capitalisme grec en prenant la tête de l'État bourgeois sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, sans exproprier le grand capital et l'Église, en restant dans l'OTAN.

Certes, beaucoup de mesures annoncées sont progressistes et si elles sont prises, mériteront l'appui des travailleurs. Mais il

n'est pas sûr qu'elles voient jamais le jour quand le capital et ses bandes armées, légales ou fascistes, montreront les dents. L'exemple de l'UP en Chili en 1973 ou de l'UG en France en 1982 montrent que les réformistes capitulent devant leur classe dominante.

Nombre de courants centristes (dont la « 4<sup>e</sup> Internationale » liée au NPA de France) ne cachent pas leur enthousiasme devant les sondages. Selon eux, il suffirait que les travailleurs, au-delà des urnes, se mobilisent pour appuyer sa politique, le pousser en avant.

*Aux élections législatives du 25 janvier, une défaite d'ampleur des partis de droite et une victoire de Syriza*

*pourraient faire basculer la lutte contre les politiques d'austérité en Europe. (QI, Inprecor, janvier 2015)*

En France, EELV, le PdG et le PCF ont organisé à Paris le 19 janvier un meeting de soutien à Syriza. Le parti bourgeois écologiste EELV était membre récemment du gouvernement Hollande, y compris quand il a diminué les retraites des travailleurs et quand il est intervenu au Mali. Le PCF et le fondateur du PdG étaient membres du gouvernement Jospin qui a privatisé à tour de bras et a participé à la guerre de l'OTAN contre la Serbie.

Dans le même pays, le soutien du parti fascisant FN à la Syriza, qui embarrasse fort cette dernière, prouve que son programme respecte le capitalisme.

### **Pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie**

Aucune travailleuse, aucun travailleur ne peut voter pour les partis bourgeois (Pasok, ND, To Potami, An.El, XA...) ; si elle / il veut voter, elle / il ne peut le faire que pour les candidats du mouvement ouvrier (Dimar, Syriza, KKE, Antarsya, OKDE-EP, EEK).

Si la Syriza et le KKE rompaient avec leur bourgeoisie et les bourgeoisies européennes, ils soulèveraient l'enthousiasme de la classe ouvrière de Grèce et bien au-delà. Mais ces partis ouvriers bourgeois ne préparent que de nouvelles déceptions et accroissent ainsi le risque du coup d'État militaire et du fascisme.

Pour avancer vers le socialisme, il faut édifier un parti ouvrier révolutionnaire qui affronte la classe dominante et l'impérialisme, en lien avec la construction d'une internationale communiste.

- Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !
- Séparation de l'Église et de l'État !
- Unité des travailleurs grecs et immigrés ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! États-Unis socialistes d'Europe, Turquie incluse !

18 janvier

CoReP (Autriche, France, Pérou)



## Pérou : tract de Revolución Permanente

Non au contrat emploi jeune ! Contre la politique anti-ouvrière de Humala ! Pour la défaite du gouvernement et du congrès !

Le gouvernement capitaliste d'Ollanta Humala, poursuivant l'orientation néolibérale ultraréactionnaire initiée par Fujimori et continuée par Toledo et Garcia, entend porter un coup aux travailleurs ; cette fois il dirige son tir contre les jeunes.

Le mardi 16 novembre, dans le bulletin officiel *Le Péruvien*, il a publié la résolution suprême promulguant la néfaste loi du « contrat emploi jeune », laquelle supprime de manière scandaleuse une série de droits acquis.

Cette norme, partie intégrante du 4<sup>e</sup> train de lois pour la « croissance » économique, réduit la période de congé à seulement 15 jours et diminue l'indemnité de licenciement, en outre elle supprime le paiement de la compensation d'ancienneté de service (CTS), les bonifications pour le calcul de l'impôt, des allocations familiales et l'assurance sur la vie pour les jeunes de 18 à 24 ans inscrits pour la première fois au chômage ou depuis 90 jours sans emploi.

Une fois de plus, l'État de la bourgeoisie montre qu'il n'est qu'un instrument au service d'un système économique (le capitalisme) lequel, alors qu'il se trouve plongé dans une crise historique irréversible, se survit en rendant les conditions de vie des travailleurs plus précaires encore.

De même, le 18 décembre dernier, la police, bras armé de la bourgeoisie, a violemment réprimé les jeunes qui s'étaient mobilisés contre la décision de Ollanta Humala,

marionnette du patronat ; ce lieutenant-colonel qui en campagne promettait un faux « grand changement » en comptant sur la complicité de toute la gauche réformiste.

La jeunesse doit s'organiser sur ses lieux de travail ou d'études, dans les quartiers, et jusqu'au niveau national. Seul un mouvement massif et bien organisé peut empêcher le gouvernement et les députés de tous les partis de la bourgeoisie de continuer à attaquer les jeunes.

Une fois de plus la démonstration est faite qu'il est nécessaire de toujours lutter en front unique de tous les opprimés. Le Comité national unitaire de lutte (CNUL) doit cesser d'être un simple en-tête qui ne conduit pas la classe ouvrière et le peuple, à unifier toutes leurs revendications jusqu'à la nécessaire grève générale illimitée. Si les

bureaucrates syndicaux de la CGTP et de la CUT ne sont pas disposés, comme ils l'ont déjà montré, à articuler et diriger les luttes jusqu'à leurs ultimes conséquences, ils devront être expulsés de leurs postes et remplacés par des délégués élus démocratiquement par la base, par des camarades réellement engagés dans la défense des intérêts des exploités et poussés à la création d'une seule Centrale de classe pour les masses, qui soit vraiment un instrument au service des travailleurs des villes et des campagnes.

Pour un gouvernement ouvrier et populaire !

19 décembre 2014



## Cinéma : *Pride*

Le film de Matthew Warchus *Pride* (*Fierté*, Grand-Bretagne, 2014) met en scène avec énergie, humour et émotion, ce que sont l'engagement, la détermination, la solidarité, la tolérance, la lutte contre les préjugés. Sur fond de lutte sociale durement réprimée, il montre aussi le rejet parental, les passages à tabac, l'exclusion, les ravages du sida auxquels sont particulièrement confrontés les homosexuels.

Ce film raconte l'histoire (vraie) d'un groupe de gays et lesbiennes qui vient en aide aux mineurs britanniques, en 1984-1985, pendant la longue grève contre les fermetures de puits, laissée isolée par la direction confédérale (TUC) et le Parti travailliste qui se refusent à appeler à la grève générale. De collectes de fonds en soirées de solidarité contre la répression du gouvernement Thatcher (Parti conservateur), la jonction va se faire entre ces opprimés. Ostracisés initialement par la bureaucratie imprégnée de stalinisme du Syndicat national des mineurs (NUM) qui refuse l'aide proposée parce qu'elle vient d'homosexuel(le)s, répercutant ainsi les préjugés bourgeois sur cette question comme sur toutes les autres, les militants du Lesbians Gays Support the Miners (LGSM, Lesbiennes et gays en soutien aux mineurs) trouvent cependant le moyen d'apporter directement à Onllwyn, un village minier du Pays de Galles, le soutien financier recueilli. L'accueil n'ira pas de soi.

Après les défilés réactionnaires de tous les calotins de France contre l'égalité des droits quelle que soit l'orientation sexuelle, l'air frais que souffle ce film est bon à prendre. Nous défions tout(e) militant(e) ouvrier(ère), même ne parlant pas anglais, de ne pas être ému(e) quand les femmes entonnent la magnifique chanson de lutte américaine *Bread and Roses* (*Du pain et des roses*, 1911). La distribution en salles a été restreinte mais vous avez une deuxième chance avec le DVD ou le Blu-ray sortis par Pathé en janvier 2015 (16 euros). Avant une troisième sur *Arte* ?

Elwood Bluesbrothers

# États-Unis : ce que révèlent les affrontements de Ferguson

## Michael Brown, une victime de plus

Les manifestations et affrontements de rue violents qui se sont produits à plusieurs reprises à Ferguson (banlieue populaire de Saint-Louis dans le Missouri) après le meurtre d'un jeune Noir de 18 ans le 9 août, s'inscrivent dans un contexte mettant aux prises la police et les Noirs sur tout le territoire des États-Unis depuis des décennies.

L'assassinat odieux de Ferguson et le déni de justice qui a suivi (le policier n'a pas été poursuivi), par le retentissement qu'ils ont eu partout aux États-Unis, modifie les rapports politiques entre l'État bourgeois qui ne cesse de renforcer les forces de répression et une partie des travailleurs.

La nuit du 10 août est marquée par les premiers affrontements entre la population, noire en majorité dans cette banlieue, et la police ainsi que par le pillage de magasins. La violence monte à un tel degré les nuits suivantes que le président Barack Obama, le 12 août, de sa luxueuse villégiature de Wineryard, lance un appel au calme. Lequel reste sans effet. Le déploiement massif de forces de sécurité du comté (véhicules blindés de l'armée, tireurs d'élite, arrestations de journalistes) conduit Obama à reprendre la parole le 14 août. Sans plus de succès. La police municipale, en tentant de faire passer le jeune Brown pour un voleur, indigné la population. Des manifestants arborent des casquettes de policiers sur lesquelles on peut lire : « Assassins ! ».

Le gouverneur démocrate du Missouri déclare alors l'état d'urgence et envoie la Garde nationale (des militaires réservistes). Lors des combats de rue, le mouvement s'est trouvé un slogan : « *Les mains en l'air ! Ne tirez pas !* ». Le 18 août, Obama s'exprime pour la 3<sup>e</sup> fois sur Ferguson et promet qu'une enquête indépendante sera diligentée par son ministre de la Justice, un Afro-américain du nom de Eric Holder.

## L'impunité des flics tueurs de Noirs

Malgré la militarisation de la police, les arrestations massives, la tension ne retombe pas jusqu'à la seconde explosion sociale fin novembre.

Tout au long de l'automne, les meurtres, principalement, de jeunes travailleurs noirs par des policiers et des vigiles, chaque fois avec acquittement de ces policiers sans procès, se succèdent, accentuant la rage des jeunes et de la classe ouvrière. Notamment un nouveau meurtre d'adolescent noir, non loin de Ferguson, le 9 octobre, provoque une sé-

rie de rassemblements. La mobilisation culmine dans l'occupation de l'hôtel de ville de Saint-Louis.

Le grand jury de Ferguson annonce qu'il ne poursuivra pas le policier Darren Wilson en justice. Les manifestations s'étendent alors à tout le territoire, malgré l'appel d'Obama à « *accepter la décision qui revient au grand jury de Ferguson car nous sommes, dit-il, une nation bâtie sur l'État de droit* », ce qui revient à couvrir la politique réactionnaire du gouvernement et des deux partis impérialistes qui alternent au pouvoir, le Parti républicain (désormais majoritaire dans les deux chambres du Parlement) et le Parti démocrate (celui du président).

À Cleveland, un garçon noir de 12 ans est tué par un policier alors qu'il manipulait une arme factice. À Los Angeles, un jeune noir autiste meurt sous les coups de policiers.

## L'épuisement des illusions envers Obama

En 2008, la première élection d'un Noir à la présidence avait pu être vécue comme un dépassement des clivages ethniques et de l'oppression des populations noire et afro-américaine, le résultat des luttes de celles-ci pour la reconnaissance de leurs droits et qui ont émaillé, marqué l'histoire des États-Unis d'Amérique. Au lieu d'avertir les travailleurs et les Noirs contre un politicien bourgeois, le principal débris du stalinisme (le Parti communiste des États-Unis d'Amérique CPUSA) et la principale fraction de la social-démocratie (les Socialistes démocrates d'Amérique DSA) ont fait campagne, en 2008 et de nouveau en 2012, pour le candidat du parti bourgeois.

Mais les deux mandatures d'Obama ont fait litier des illusions sur le caractère progressiste. Ce qui s'est passé à Ferguson et se généralise partout, manifeste d'ailleurs la volonté politique de la Maison Blanche de doter les forces de répression qui agissent de manière sanglante en Irak et en Afghanistan, de moyens visant à museler, en interne, toute protestation des masses à la politique de la grande bourgeoisie.

## À qui profite la reprise économique ?

La colère sociale qui s'exprime aujourd'hui dans toutes les villes américaines contre la violence policière, ne peut être séparée de l'apparition d'un chô-



mage de longue durée apparu avec la crise capitaliste mondiale de 2007-2009 et qui touche spécialement les minorités afro-américaine et hispanique. Depuis 2009, le taux de chômage baisse, mais c'est en partie du fait du retrait du « marché du travail » des chômeurs découragés. La reprise de l'économie américaine, qui contraste avec la faible croissance au Japon et en Europe, n'a guère profité aux travailleurs alors que la fortune des couches les plus riches de la bourgeoisie a doublé depuis 2009.

*Sur l'ensemble de 2014, le salaire horaire moyen a augmenté de 1,7 %... Ce chiffre doit également être mis en perspective avec l'inflation qui est à 1,5 %, ce qui veut dire qu'en réalité les salaires font quasiment du surplace en termes de pouvoir d'achat. (Le Monde, 9 janvier)*

L'élection d'Obama en 2008 et sa réélection en 2012 n'ont rien changé. Non seulement la police est restée aussi violente envers les Noirs et les Chicanos, mais la santé publique s'est dégradée, les coupons alimentaires ont été restreints alors qu'un enfant sur cinq ne mange pas à sa faim, les expulsions de logements se sont poursuivies (100 000 habitants concernés dans la seule ville de Detroit en 2014), marquant un assaut croissant des nantis contre la classe ouvrière.

## Obama renforce la police

La politique intérieure ne peut être totalement à l'opposé de sa politique extérieure. L'emploi des drones par l'armée américaine et le recours à la torture par la CIA contaminent la NSA et la police.

Fin 2014, dans une série de réunions avec des responsables politiques, de la police et des dirigeants de « droits civiques », Obama s'est fermement prononcé contre toute mesure mettant un frein à la militarisation des forces policières locales. Dans un rapport publié début décembre sur les transferts d'équipements militaires à la police, la Maison blanche conclut :

*Dans l'ensemble, ces programmes ont été utiles et ont offert aux forces de l'ordre d'État et locales de l'assistance pour poursuivre leurs missions importantes pour aider à maintenir la sécurité du peuple américain.*

Concrètement, le programme fédéral d'armement des polices locales se monte à plus de 4,3 milliards de dollars en fusils d'assaut, véhicules blindés, usage d'équipes « de choc » (SWAT), garde nationale, hélicoptères et drones militaires... Tous ces moyens ont été utilisés (voire testés) lors des affrontements d'août à Ferguson. Obama, maniant comme tout politicien démocrate le mensonge à grande échelle, présente l'augmentation des moyens de l'État policier comme des initiatives... pour les « droits civiques ».

## Unir la lutte des Noirs et des travailleurs

Mais les masses les plus opprimées, qui regimbent la plupart du temps pacifiquement et qui parfois s'insurgent, ne sont pas dupes. Des modifications s'opèrent dans la conscience des travailleurs dont la presse bourgeoise intelligente s'inquiète.

*Les rues secouées de Saint-Louis, et l'indignation qui résonne toujours dans le reste du pays... nous montrent une fois de plus que la méfiance envers l'application de la loi pose un grave danger au tissu civique des États-Unis, danger aggravé par la décision de ne pas poursuivre Wilson. (New-York Times, 25 novembre)*

Les succès électoraux de 2013 de partis réformistes qui osent se réclamer du mot tabou « socialisme » [voir *Révolution communiste* n° 4] et l'émeute de Ferguson de 2014 sont peut-être des signes précurseurs : le régime politique américain est miné par sa propre pourriture économique et sociale et ne peut que courir à sa perte.

Les éditorialistes, en mettant l'accent sur le « grave danger » menaçant le « tissu civique » font référence à de possibles troubles sociaux incontrôlables. Cela explique en partie la préparation de la grande bourgeoisie à la guerre civile, les développements actuels risquant d'ouvrir la voie à des luttes sociales comme le pays n'en a pas connues depuis les grèves ouvrières des années 1930 et le mouvement des Noirs des années 1960-1970.

Le frein est que les principales organisations « communistes » ou « socialistes » entretiennent toujours des illusions dans le Parti démocrate, que les confédérations syndicales (AFL-CIO, Change to Win...) refusent de rompre avec le Parti démocrate et de s'engager dans la formation d'un parti ouvrier, que la 4<sup>e</sup> Internationale a été détruite et que son ancienne section (SWP) est devenue une secte castriste insignifiante, qu'aucune organisation communiste révolutionnaire ne les a remplacées dans le monde et dans le pays.

Il faut renouer avec la tradition de l'Internationale communiste qui avait tourné sa section étasunienne vers les Noirs, avec les efforts de la 4<sup>e</sup> Internationale pour construire le parti ouvrier révolutionnaire des travailleurs et des Noirs sur la base du bolchevisme.

*Un parti ouvrier honnête de la nouvelle génération reconnaîtra le potentiel révolutionnaire de la lutte des Noirs et appellera à une alliance de combat de la lutte noire et du mouvement ouvrier dans une lutte révolutionnaire commune contre le système social actuel. (James Cannon, International Socialist Review, été 1959)*

17 janvier 2015

## Chine : pour la révolution socialiste

Depuis mars 2013, la République populaire de Chine a un nouveau président, le secrétaire général du Parti communiste chinois, Xi Jinping. Xi maintient le cap de son prédécesseur Hu Jintao pour tenter de consolider le capitalisme malgré les luttes des exploités et des opprimés, de conquérir une place parmi les puissances impérialistes.

### Une bourgeoisie sous drapeau rouge

Le parti unique de la bourgeoisie a conservé le même nom que la section chinoise de l'Internationale communiste fondée par Chen Duxiu en 1921, mais n'a plus rien à voir avec un parti ouvrier révolutionnaire inspiré par le marxisme. Il n'est même plus, depuis longtemps, le parti de la bureaucratie parasitaire qui dirigeait l'économie collectivisée après l'expropriation de la grande propriété foncière et du capital en 1950, avec pour idéologie le socialisme dans un seul pays.

Le drapeau est rouge, mais la RPC de 2015 est aussi éloignée de la Commune de Paris de 1871 que les États bourgeois contemporains dont les drapeaux arborent un croissant ou une croix le sont des tribus bédouines du 6<sup>e</sup> siècle ou des premières communautés chrétiennes de l'empire romain.

Grâce à la prise du pouvoir de ses armées paysannes en 1949, le PCC assure l'indépendance et l'unité du pays (à l'exception de l'île de Taïwan, où s'est réfugiée l'armée nationaliste bourgeoise battue malgré l'appui financier, militaire et politique des États-Unis). Grâce à la collectivisation, à l'appui initial de l'URSS, à la planification, l'État ouvrier, aussi dégénéré soit-il, instruit et soigne pour la première fois la grande masse de la population, développe des infrastructures et crée une industrie extractive et manufacturière.

S'il n'y avait pas eu de révolution chinoise, la Chine serait restée un pays capitaliste divisé et dominé. Si le prolétariat avait dirigé le pays avec la paysannerie laborieuse, la révolution sociale se serait étendue à toute l'Asie et la révolution politique aurait renversé la bureaucratie en URSS puis dans l'Europe centrale : le monde serait probablement socialiste.

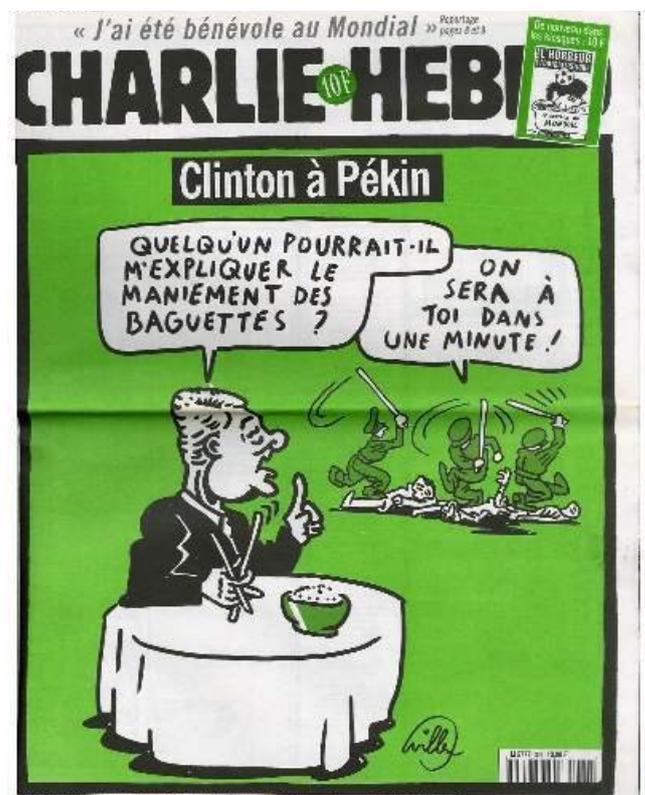
La bureaucratie parasitaire et usurpatrice de Mao et Deng mue à partir de 1992 en une bourgeoisie cupide qui transforme les entreprises en capital et les producteurs en salariés exploités. En accaparant la propriété collective d'un gigantesque pays riches en ressources naturelles (terres, charbon, pétrole, « terres rares »...), en exploitant le formidable potentiel de la main-d'œuvre formée et éduquée la plus nombreuse du monde, la nouvelle bourgeoisie chinoise a accédé rapidement au statut de puissance impérialiste.

### La bureaucratie stalino-maoïste restaure le capitalisme en 1992

En 1979, la première « zone économique spéciale » est ouverte à proximité de Hong Kong. Mais la jeunesse se révolte en 1989, rejointe par les travailleurs, ce qui ouvre la possibilité de renverser la bureaucratie, d'instaurer le pouvoir des travailleurs et de construire le socialisme. La bureaucratie écrase le mouvement.

Elle est attirée par l'exemple de son aînée et modèle, la bureaucratie russe qui rétablit le capitalisme à son compte. Mais, tétanisée par la dislocation de l'URSS en 1992, la bourgeoisie émergente choisit de maintenir un parti unique et un régime policier, malgré tous les inconvénients de cette solution.

En 1990, Deng Xiaoping rouvre la Bourse de Shanghai, fermée depuis 1949. En 1992, il décide de généraliser l'expérience des « zones économiques spéciales » et de commencer à privatiser les entreprises. Par la liquidation des « communes populaires » à la campagne et la privatisation d'entreprises publiques (95 % des entreprises sont désormais privées) accaparées par les anciens bureaucrates ou leurs enfants, le parti unique a recréé un « marché du travail » et le chômage qui l'accompagne.



*Les entreprises d'État, qui employaient entre 75 et 60 % de la population urbaine dans les années 1980, ont été massivement restructurées dans les années 1990. Tandis que leur contribution au PIB est restée autour de 30 %, leur part dans l'emploi a décliné à moins de 10 %; reflétant leur transition vers des activités intensives en capital et la fin de leur rôle pivot en matière de redistribution des revenus et de protection sociale. (« Chine, géant aux pieds d'argile ? », *Problèmes économiques*, juin 2014, *La Documentation française*, p.10)*

Le retour du « marché du travail » n'a pas profité qu'aux groupes étrangers, les capitalistes chinois ont pris leur part dans l'exploitation de la force de travail de centaines de millions de prolétaires désormais obligés de la vendre pour survivre.

### **Le renforcement du capitalisme national par la réintégration de Hong Kong**

Parce que la RPC est une société capitaliste, parce que le PCC est désormais un parti bourgeois, ils réintègrent sans problème majeur en 1997 l'enclave capitaliste de Hong Kong rétrocédée par la Grande-Bretagne. Si l'économie chinoise était restée collective, le capital y aurait été forcément exproprié, comme l'avait prévu Trotsky et comme l'expérience l'a vérifié en 1945, lorsque l'URSS a intégré les pays baltes, l'ouest de l'Ukraine et de la Biélorussie.

*Il est vraisemblable que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'URSS, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. (« L'URSS dans la guerre », septembre 1939, *Défense du marxisme*, EDI, p. 120)*

En 2001, la Chine adhère à l'OMC, l'organisation commune des pays capitalistes pour faciliter les échanges internationaux de marchandises et de capitaux.

Aujourd'hui, un tiers des capitalistes sont membres du PCC. Au dernier congrès, l'un de plus riches, Lieng Wenren, a fait son entrée au comité central. Un tiers des 50 plus grandes fortunes de Chine siège à l'Assemblée nationale populaire. La famille de Xi Jinping elle-même aurait investi, selon l'agence Bloomberg, 297 millions de dollars dans diverses affaires et serait propriétaire de plusieurs biens immobiliers à Hong Kong dont une villa estimée à 31 millions de dollars.

*Plus de 20 000 clients originaires de Chine ou de Hongkong seraient liés à des compagnies offshore situées dans des paradis fiscaux. Des documents révèlent notamment l'existence aux îles Vierges britanniques d'une société détenue à 50 % par Deng Jiagui, le beau-frère du président Xi Jinping. Marié à la sœur aînée du chef de l'État, M. Deng est multimillionnaire, promoteur immobilier et investisseur dans les métaux rares. Depuis son arrivée à la tête du PCC, en 2012, Xi Jinping a lancé une vigoureuse campagne anticorruption. Non sans écraser un mouvement de citoyens appelant à la publication du patrimoine des responsables gouvernementaux. (*Le Monde*, 21 janvier 2014)*

### **L'émergence d'une puissance impérialiste**

Un pays est impérialiste quand son capitalisme repose sur de grands groupes et quand son État opprime d'autres nations. C'est la raison pour laquelle Lénine considérait la Russie de 1914, bien plus arriérée que la Chine de 2014, comme un État impérialiste, même si elle n'exportait pas de capitaux.

*Un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes. (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme*, 1916, *Œuvres* t. 22, Progrès, p. 279)*

Trotsky le suivait en caractérisant la Tchécoslovaquie de 1938, qui n'exportait pas non plus de capitaux, comme impérialiste.

*La Tchécoslovaquie représente un État absolument impérialiste. Économiquement, il y règne le capital monopoleur. Politiquement, la bourgeoisie tchèque domine diverses nationalités opprimées. (Trotsky, *Une leçon toute fraîche*, 1938, *Œuvres* t. 19, ILT, p. 63)*

La Chine opprime directement les Ouïgours et les Tibétains maintenus par la force au sein de la RPC. Elle a vu naître de grandes entreprises de taille mondiale : 95 groupes parmi les 500 premières multinationales en fonction de leur chiffre d'affaires, derrière les États-Unis (128), mais devant le Japon (57), la France (31) et l'Allemagne (28).

De plus en plus, la bourgeoisie chinoise exporte à son tour des capitaux. Pour 2014, la Chine est le 3<sup>e</sup> investisseur dans le monde. Les flux annuels d'investissement à l'étranger des groupes capitalistes chinois

(« IDE sortants ») rattrapent ceux des groupes étrangers en Chine (« IDE entrants »).

*De janvier à août, les investissements directs de l'étranger, qui excluent les investissements dans le secteur financier, se sont élevés à 78,34 milliards de dollars, en baisse de 1,8 % par rapport à la même période l'année dernière, selon le ministère. En revanche, les investissements directs chinois à l'étranger effectués par les sociétés non financières ont augmenté de 15,3 % à 65,17 milliards de dollars durant la même période. (Xinhua, 17 septembre 2014)*

Sous forme d'achat d'entreprises locales ou de fondation de filiales des groupes chinois (IDE) et surtout de prêts (IP), un flot de capitaux chinois se déverse sur l'Asie, l'Afrique et même l'Amérique latine. En plus d'importer des matières premières d'Amérique latine et d'y exporter des produits manufacturés, la RPC envoie des capitaux sous différentes formes. Par exemple, l'État chinois finance la rénovation du réseau ferré et la construction par des groupes capitalistes chinois de barrages hydrauliques en Argentine (*Clarín*, 10 octobre 2014). Le groupe chinois Huapont Nutrichem vient d'acquérir 20 % des actions du groupe argentin de la chimie Albauch LLC (*Clarín*, 15 novembre 2014). Au Mexique, le groupe chinois CRCC est candidat pour un TGV entre Mexico et Querétaro (*Clarín*, 7 janvier 2015).

Les privatisations par les gouvernements grecs ont facilité l'implantation des groupes capitalistes chinois. Par exemple, en 2009, la China Ocean Shipping Company (Cosco) a obtenu le port du Pirée. La Chine investit aussi dans des pays impérialistes comme la France.

*Aéroport de Toulouse, Louvre Hotels, PSA Peugeot Citroën, domaines viticoles... Les acquisitions d'investisseurs chinois en France se multiplient, de l'industrie aux services en passant par l'agriculture. (Les Échos, 8 décembre 2014)*

## La montée du militarisme

Pour exprimer les aspirations de l'impérialisme chinois à redécouper le monde au détriment de l'impérialisme américain en déclin, Xi a lancé le slogan du « rêve chinois ».

*Ce rêve, on peut dire que c'est celui d'un pays puissant. Et pour ce qui concerne l'armée, c'est le rêve d'une armée forte. (Xi Jinping, Le Monde, 4 mars 2013)*

Tout capitalisme contemporain s'appuie sur une armée forte qui sert non seulement à la contre-révolution interne mais à contrer ses rivaux.

*La Chine, impliquée dans de vifs différends territoriaux avec plusieurs de ses voisins, a prévu d'augmenter de 12,2 % son budget militaire en 2014. Ses dépenses militaires atteindront cette année l'équivalent de 95,9 milliards d'euros, selon le ministère des finances chinois. Preuve de ses ambitions de conforter son statut de puissance militaire, Pékin a, ces dernières années, régulièrement renforcé ses dépenses dévolues à la défense, qui ont gonflé de 11,2 % en 2012, puis de 10,7 % en 2013. Le budget de la défense chinoise est le deuxième plus élevé du monde, même s'il reste nettement derrière celui des États-Unis, qui atteint cette année 460 milliards d'euros. (AFP, 5 mars 2014)*

Depuis 2012, la mer de Chine est devenue un terrain d'escarmouches militaires entre l'État chinois et ses voisins, à commencer par le Japon dont le premier ministre Abe, du Parti constitutionnel démocrate, est

nostalgique avoué des généraux japonais qui s'emparèrent de la Corée et du nord de la Chine avant et pendant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale.

Les États-Unis soutiennent le Japon, tout en intensifiant leur partenariat avec Taïwan, le Vietnam, les Philippines... Le Japon ne se contente pas de la protection américaine et a, lui aussi, prévu d'augmenter son budget militaire et de modifier sa Constitution, imposée par le vainqueur américain, qui interdisait toute intervention extérieure. L'Inde se rapproche des

États-Unis.

La suprématie des États-Unis pousse la Chine à rechercher, elle aussi, des alliances. L'impérialisme chinois dépasse d'une tête ses partenaires des BRICS.

*Avec un PIB supérieur de 30 % à celui des trois autres pays réunis, la Chine demeure le géant du groupe des BRICS. Deuxième puissance mondiale, elle produit 15,4 % de la richesse mondiale, contre 2,9 % pour le Brésil et la Russie respectivement. À sa puissance économique s'ajoute une puissance commerciale (les exportations chinoises représentent 10,6 % des exportations mondiales en 2013, devant les États-Unis), financière (avec 4 000 milliards de dollars, le pays détient 90 % des réserves*

2011: L'EUROPE SORT DE LA CRISE



*de change des BRIC, soit un quart des réserves de change mondiale) et enfin militaire. (« Comprendre l'économie mondiale », Problèmes économiques, septembre 2014, La Documentation française, p.6)*

S'établissant comme une puissance impérialiste émergente, le ton diplomatique et commercial est offensif, particulièrement dans sa zone d'influence :

*Pékin promet ainsi ses nouvelles « routes de la soie », l'une, maritime, reliant l'Afrique et l'Europe via l'Asie du Sud-Est, l'autre continentale, connectant le pays à l'Asie centrale, à la Russie et à leurs sources d'énergies via l'instable région du Xinjiang. Il n'hésite pas non plus à proposer aux pays d'Asie-Pacifique une banque asiatique directement concurrente de la Banque asiatique de développement, dont la Chine juge qu'elle est influencée par Washington et Tokyo. (Le Monde, 7 janvier 2015)*

La diplomatie chinoise converge, surtout, avec l'impérialisme russe. Lors des guerres civiles en Syrie et en Ukraine, le gouvernement chinois a soutenu, avec Poutine, le gouvernement criminel d'Assad (pour la « stabilité de la région et du pays ») et il s'est abstenu de condamner la prise de la Crimée et la sécession du Donbass orchestrées par l'armée russe.

## **Pour les libertés démocratiques et le pouvoir des travailleurs**

Les travailleurs qui viennent des campagnes (200 millions de mingongs) sont d'autant plus exploités qu'ils n'ont pas le droit de s'installer en ville et d'accéder aux services publics (hôpitaux, école...) à cause de leur passeport (hukou), ce qui divise la classe ouvrière. L'État interdit au prolétariat toute organisation indépendante. Même la confédération syndicale est sous contrôle du parti unique.

Les inégalités sociales sont parmi les plus fortes au monde : le coefficient de Gini qui mesure dans chaque pays ces inégalités sur une échelle croissante de 0 à 100, est estimé à 61, soit l'un des plus hauts du monde. Par comparaison, celui de la France est de l'ordre de 32.

Les femmes sont victimes de la réaction. La police arrête arbitrairement, la justice est aux ordres, les médias sont muselés, les vrais artistes sont persécutés. Le régime favorise un nationalisme exacerbé pour faire essayer de faire oublier exploitation et oppression, pour justifier le poids du militarisme. Il tolère pour les mêmes raisons la religiosité traditionnelle (taoïsme et confucianisme qui ont peu de lien avec l'étranger).

Des grèves éclatent pour augmenter les salaires, payer les arriérés de salaires, diminuer le temps de travail, interdire les brimades.

Au cours de l'année 2014, le nombre de conflits a augmenté par rapport à 2013, selon le *China Labour Bulletin*, notamment dans le bâtiment et chez les enseignants, sous-payés et qui rejettent la récente réforme contre les retraites des fonctionnaires.

Les salaires, en conséquence de l'activité revendicative, augmentent, diminuant l'attraction de la Chine. De nombreuses révoltes ont lieu contre des expropriations de terre décidées par des caciques locaux, contre les pollutions. Le mécontentement grandit chez les étudiants, les intellectuels, les artistes. Peu à peu, les masses desserrent courageusement l'étreinte policière. La jeunesse étudiante et lycéenne de Hongkong s'est levée, en octobre 2014 contre les élections truquées organisées par les hommes de paille de Pékin [voir *Révolution communiste* n°8].

Le parti unique est de plus en plus une entrave au développement capitaliste et impérialiste. Il gêne la discussion et la gestion collective des intérêts d'ensemble de la classe capitaliste. Il concentre le mécontentement des masses sur le pouvoir, sans exutoire électoral.

Les prétentions de l'État à contrôler l'anarchie capitaliste apparaissent de plus en plus fallacieuses, ne serait-ce que parce que la croissance économique s'essouffle (+7,4 % en 2014) par suraccumulation du capital. Typique du capitalisme, une crise financière se dessine avec l'éclatement de la bulle de spéculation immobilière.

Le capitalisme engendre ses propres fossoyeurs. La classe ouvrière est devenue majoritaire. Par la place décisive qu'elle occupe dans les rapports de production face au capital, par la collaboration entre travailleurs par le capital, par la concentration d'ouvrières et d'ouvriers dans les usines, la classe ouvrière est capable de lutter avec conséquence pour les libertés démocratiques, contrairement aux opposants bourgeois « démocratiques ». Elle a les moyens de renverser la minorité capitaliste.

Le sort du monde dépend largement de la capacité de ce gigantesque prolétariat à briser le carcan de l'État policier, à rallier les femmes, les petits paysans et les artisans, les étudiants, les cadres techniques, les minorités nationales, à détruire son propre impérialisme. Pour remplir ce rôle historique, il lui faut édifier ses propres organisations : ses syndicats, ses comités, ses piquets de grève, ses milices d'autodéfense, son parti, authentiquement communiste, internationaliste, se liant aux travailleurs du monde entier, au premier chef ceux du Japon et du Vietnam.

20 janvier 2015

## Note de lecture

# Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*

### Une aubaine pour la bourgeoisie

La théorie économique dominante (qu'elle soit néoclassique, keynésienne, ou néokeynésienne dans sa version récente la plus sophistiquée d'une alliance entre ces deux courants bourgeois) est incapable d'expliquer et de résoudre les crises du capitalisme. C'est pourquoi la crise de 2007-2008 a conduit certains organes de la bourgeoisie (*Time*, *The Economist*...) et même certains économistes bourgeois (dont Patrick Artus) à reconnaître la pertinence de l'explication marxiste de la crise, souvent pour mieux masquer sa puissance subversive et révolutionnaire. C'est à ce titre que l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013, 25 euros), apparaît à un moment opportun pour la fraction la plus éclairée de la bourgeoisie. Il a connu un grand succès en France, plus encore aux États-Unis où il fut un temps le livre le plus vendu toutes catégories confondues. Il est vrai que l'impressionnant travail statistique force le respect et que la valeur du travail de Piketty est sensiblement supérieure à ce que produisent les économistes bourgeois contemporains.

Piketty est bien un économiste bourgeois et, malgré ce que le titre suggère, il ne s'agit pas de proposer une analyse du capitalisme comparable à celle de Marx dans *Le capital* (1864-1894). L'auteur ne souhaite pas en finir avec le capital, mais « réguler le capital » (p. 749). À ce titre, son livre est plus proche de la *Théorie générale* de Lord Keynes (1936). Son objet n'est pas le capitalisme comme mode de production de richesses, mais l'évolution des inégalités, de la répartition des richesses. Il reprend l'idée keynésienne selon laquelle les inégalités sont la cause des crises, en accord avec le FMI, pour qui « les inégalités peuvent être éthiquement indésirables mais également conduire à une croissance faible et insoutenable » (« Redistribution, Inequality and Growth », *IMF Staff Discussion Note*, février 2014).

Pour Piketty, la contradiction centrale du capitalisme n'est pas au niveau de la production et de l'appropriation des ressources productives mais au niveau de l'échange et de la répartition des richesses. Pour lui le capitalisme n'a pas pour trait central d'être fréquemment secoué par des crises plus ou moins violentes. Au contraire, celles-ci sont pour lui, comme pour les économistes néoclassiques qualifiés par Marx d'« *économistes vulgaires* », des chocs exogènes, c'est-à-dire provoqués par des phénomènes extérieurs à la sphère économique, comme si les guerres n'étaient pas des phénomènes économiques. Quelle régression intellectuelle !

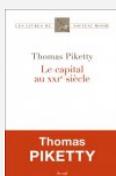


### Contre Marx, contre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit

La thèse principale du livre est que le taux de rentabilité du capital ( $r$ ) est relativement stable, sur longue période, à un niveau supérieur au taux de croissance de l'économie ( $g$ ), et donc à la hausse des salaires. Seules deux guerres mondiales auraient entravé cette tendance, si bien que si ce rythme se poursuit, le capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle ressemblera à celui du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la richesse était essentiellement issue de l'héritage. Si Piketty n'aime pas le capital hérité, il n'a rien contre le capital « mérité » – il se présente comme défenseur de la méritocratie –, comme si la propriété des moyens de production, qui a principalement résulté de pillages, se méritait.

Piketty s'oppose explicitement à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Or, non seulement il ne cherche pas à expliquer le capitalisme, mais sa compréhension du capital est fautive. Il inclut dans le capital tout un ensemble d'éléments non productifs, à commencer par les propriétés immobilières qui, si elles

### L'auteur



La thèse de Thomas Piketty, soutenue en 1993, porte sur la redistribution des richesses ; elle a été récompensée par la très bourgeoise Association française de science économique qui attribue son prix à des travaux adoptant les méthodes de l'économie bourgeoise. Il fut membre du Conseil d'analyse économique de 1999 à 2003. Il a obtenu du prix du meilleur jeune économiste décerné par Le cercle des économistes en 2002. Il était conseiller économique de Ségolène Royal pour l'élection présidentielle de 2007. Il a apporté un soutien explicite à François Hollande pour l'élection présidentielle de 2012. *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle* lui a valu d'être nommé à la légion d'honneur, ce qu'il a refusé, pressentant certainement que sa qualité d'économiste soit ternie par les honneurs de la république bourgeoise. Il a récemment apporté son soutien à Podemos en Espagne. Ce parti petit-bourgeois issu du mouvement interclassiste des Indignés en 2011, dirigé par Pablo Iglesias, un ancien militant d'Izquierda Unida, oscille entre chavisme et keynésianisme.

sont des valeurs d'usage, ne dégagent aucune valeur supplémentaire. Alors que pour Marx le capital est un rapport social, pour Piketty, qui ne s'intéresse pas au mode de production, il est un concept de distribution ; en réalité il ne parle pas de capital mais de richesse. Alors que pour Marx, l'argent se transforme en capital par l'intermédiaire du processus de production au cours duquel une valeur supplémentaire est extraite *via* l'exploitation de la force de travail (A-M-A'), Piketty passe directement de A à A' en prêtant à la richesse des vertus auto-multiplicatrices, comme le font tous les socio-démocrates condamnant le capital financier sans même discuter le capitalisme.

Si à l'inverse le capital est envisagé comme un moyen de production, à savoir si l'on inclut strictement le capital productif, on n'observe pas comme Piketty une stabilisation du taux de rentabilité [profit/patrimoine] mais une baisse du taux de profit  $[p/(c+v)]$  qui confirme la loi dévoilée par Marx. Esteban Ezequiel Maito démontre que si le taux de rentabilité au sens de Piketty est effectivement stable pour le Royaume-Uni et pour l'Allemagne, le taux de profit baisse radicalement pour les deux pays entre 1868 et 2009, passant respectivement de 38,8 à 4,6 % 33,8 à 16,5 % (« *Piketty against Piketty* », *MPRA Paper*, 2014). comme le font tous les socio-démocrates condamnant le capital financier sans même discuter le capitalisme.

## Un capital sans exploitation ?

L'argent transformé en capital est précisément ce qui distingue le capitalisme de tous les autres modes de production antérieurs, qui, eux aussi, ont pourtant amassé des richesses multiples en vivant de l'exploitation du travail d'autres classes ou couches de la sociétés, esclaves, serfs etc. Dans tous les autres modes de productions antérieurs, l'accroissement des richesses produites ne servait qu'à augmenter les richesses des classes dominantes. Dans le capitalisme la reproduction et l'élargissement du capital que permet la plus-value est le moteur, le moyen et le but du capitalisme et l'enrichissement patrimonial de la bourgeoisie qui détourne une partie de la plus-value pour son usage propre n'est qu'une infime partie du surtravail extorqué au prolétariat. C'est pourquoi le slogan *Pour une révolution fiscale* (titre d'un livre de Landais, Piketty, Saez, Seuil, 2011), repris par le Front de gauche avec l'aide de LO en décembre 2013, n'a aucunement la portée du mot d'ordre d'expropriation des expropriateurs (Marx, *Le capital*, I, ch. 32) qui s'attaque au capital lui-même.

*Il en s'agit pas du rapport a-conceptuel entre pauvres et riches, mais du rapport entre travail salarié et capital.*  
(Marx, *Manuscrits de 1861-1863*, cahier 4)

Si le livre de Piketty, qui prétend porter sur le capital, ne parle pas de capital, cela tient peut-être à ce que, de son propre aveu, il n'a pas lu Marx. « *Je n'ai jamais vraiment essayé de le lire... Je pense que Le capital est très difficile à lire et il a exercé sur moi peu d'influence... Mon livre porte sur l'histoire du capital, alors que les livres de Marx ne con-*

*tiennent pas de données* » (*The New Republic*, 5 mai 2014). Ne pas l'avoir lue ne l'empêche pas d'écrire que « *la prose de Marx n'est pas toujours limpide, si bien qu'il est difficile de savoir avec certitude ce qu'il avait en tête* » (p. 360). Lire les textes de Marx lui aurait évité des erreurs grossières, comme son affirmation selon laquelle « *l'hypothèse implicite [de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit] est que la croissance de la production... s'explique avant tout par l'accumulation de capital industriel. Autrement dit, on produit plus uniquement parce que chaque travailleur dispose de plus de machines et d'équipements, et non parce que la productivité... a augmenté.* » (p. 360-361).

S'il avait lu Marx, il ne lui aurait pas reproché « *d'avoir totalement négligé la possibilité d'un progrès technique durable et d'une croissance continue de la productivité* » (p. 28). Précisément, pour Marx, la plus-value relative consiste à « *abrégé le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquiert la force de produire plus de valeurs d'usage* » et « *est raison directe de la productivité du travail* » (Marx, *Le capital*, I, ch. 12).

## Un livre pour sauver le capitalisme des capitalistes

Il propose donc de réguler le capitalisme afin d'empêcher la révolution qu'il a l'air de craindre par-dessus tout - « *si le décile supérieur s'appropriait 90 % des ressources produites chaque année... il est probable qu'une révolution mettrait fin rapidement à une telle situation* » (p. 414).

En l'occurrence, s'il observe une baisse des inégalités après les deux guerres mondiales, il l'attribue exclusivement à une destruction de capital, et pas à la lutte des classes et aux victoires de la classe ouvrière, à commencer par la Révolution d'octobre 1917, à laquelle il reproche, par une brève allusion, d'avoir « *eu lieu dans le pays le plus attardé d'Europe... pendant que les pays européens les plus avancés exploraient d'autres voies social-démocrates, fort heureusement pour leurs populations* » (p. 28). Son objectif est bien de « *réactualiser... le programme social-démocrate et fiscal-libéral du siècle dernier* » (p. 835) avec une (modeste) taxe sur le capital.

Alors que Piketty n'a rien à reprocher au capitalisme, il juge que les instincts voraces des capitalistes doivent être limités par l'État bourgeois, plus que jamais la béquille du capitalisme, et c'est à ce titre que son livre veut jouer le rôle que jouait celui de Keynes au lendemain de la crise du 1929.

15 novembre 2014  
Alex Leonardo

## La 1<sup>re</sup> Guerre mondiale (4)

### 1914-1915 : les fruits amers de « l'union sacrée »



Tous les députés se lèvent pour entonner *La Marseillaise*, 4 août 1914 et 13 janvier 2015

La classe bourgeoise, étant une classe exploiteuse, s'est organisée bien avant la classe ouvrière. Elle se structure depuis longtemps autour de l'État, qui lui sert aussi à soumettre les autres classes et à briser leur résistance.

Pour autant, à cause de son effectif réduit et de son horizon borné, elle se révèle incapable de mesurer la portée historique de ses décisions les plus graves, comme le déclenchement d'une guerre, à plus forte raison d'une guerre mondiale. Les bourgeoisies européennes qui s'affrontent militairement en août 1914 pensent toutes faire partie du bloc vainqueur, à brève échéance [*Révolution communiste* n° 5].

#### La fleur au fusil ?

La plupart des partis ouvriers s'étaient opposés à la guerre sous l'impulsion de la 2<sup>e</sup> internationale ouvrière [*Révolution communiste* n° 6], mais ils se rallient quand elle éclate comme le PS-SFIO, avec la CGT, en France [*Révolution communiste* n° 8]. Par conséquent, toute la presse légale, bourgeoise et ouvrière, est aux ordres.

Les photos et les rares films montrent des soldats mobilisés et des civils exaltés qui agitent leur drapeau tricolore respectif et crient à Paris « *Nach Berlin !* » ou à Berlin « *À Paris !* », menés par les membres des partis bourgeois et monarchistes dans les capitales, où la bourgeoisie, les intellectuels et autres couches supérieures de la petite bourgeoisie sont concentrés.

S'il y a bien de telles scènes (comme en témoignent Alfred Rosmer pour Paris, Rosa Luxemburg pour Berlin et Lev Trotsky pour Vienne), il n'est pas sûr que la masse des jeunes hommes, surtout des paysans, appelés sous les armes témoignent de tant d'enthousiasme, même si l'école, qu'elle soit républicaine ou royale, les avait éduqués dans le nationalisme et préparés depuis des décennies à cette guerre avec leurs voisins.

*Dans l'empire russe, les réticences à la mobilisation déclenchent des émeutes et des pillages faisant environ trois cents morts... À l'ouest de l'Europe, en dehors d'émeutes au Havre, les témoignages écrits disponibles concordent sur la tristesse et le silence des communautés urbaines et rurales.* (André Loez, *La Grande Guerre*, La Découverte, 2010, p. 13)

En tout cas, l'expérience prolongée de la guerre, sur le front mais aussi à l'arrière, allait guérir les quelques illusions des travailleurs des villes et des campagnes, comme de leurs familles. Sur 70 millions d'hommes ayant porté l'uniforme, 10 vont mourir dans cette interminable conflagration.

#### La boucherie commence

Pourtant, en 1914, l'état-major allemand envisage une guerre de quelques semaines, en comptant sur l'armée austro-hongroise pour contenir l'armée russe, pendant qu'elle-même écraserait rapidement la France. De cette manière, toute l'armée pourra se reporter à l'est pour écraser l'armée russe. Par conséquent, l'effectif est réduit et les rations sont prévues pour 9 mois.

La Grande-Bretagne n'a même pas imposé un service militaire. L'état-major russe et l'état-major français, confiants, eux, dans l'attaque simultanée sur deux fronts, prévoient un conflit de quelques mois, sans stocker plus d'armes et de munitions que nécessaire. Le projet offensif de l'état-major français (« Plan XVII ») est aussi vague que celui de l'allemand (« Plan Schlieffen ») est précis.

La guerre de 1914-1918 commence donc comme une sanglante guerre de mouvement. La Russie déjoue les plans allemands en lançant une offensive en Prusse-Orientale, qui s'arrête vite. L'armée allemande envahit

la Belgique et le Nord de la France, l'armée française attaque la Lorraine.

*Dès le début, le conflit provoque d'énormes pertes. Après d'épuisantes marches, les infanteries attaquent frontalement en rase campagne, exposées pour la première fois au feu si dense des armes modernes.* (André Loez, *La Grande Guerre*, 2010, La Découverte, p. 20)

La saignée touche particulièrement les troupes françaises en pantalon rouge et sans casque.

*Dès le 12 septembre 1914, les journaux avaient annoncé que les conseils de révision de la classe 15 allaient lever des conscrits. À ce moment-là, l'armée française avait perdu un tiers de ses combattants, 400 000 hommes sur 1 200 000.* (Pierre Miquel, *La Bataille de la Marne*, 2003, Plon, p. 368).

À la fin de l'automne, le conflit se transforme en guerre de position.

*L'impossibilité de vaincre a vite bloqué les armées face à face sur les deux fronts principaux, le front ouest depuis la mer du Nord jusqu'à la frontière suisse, le front est de la Baltique aux Carpates.* (Stéphanie Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *La Grande Guerre 1914-1918*, 1998, Gallimard, p. 30)

Sur le front, les soldats pataugent dans la boue, souffrent du froid et de l'humidité, côtoient les rats et la vermine, vivent sous la menace constante de l'artillerie qui pulvérise les tranchées et des assauts aussi inutiles que meurtriers. Bientôt, ils connaîtront les gaz. Au mois de décembre 1914, sur plus d'une zone, les soldats fraternisent malgré leur hiérarchie, allant jusqu'à jouer au football.

## La guerre s'étend

Le capitalisme a toujours été international. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, la mondialisation se présente sous la forme d'empires coloniaux. Annoncée par la conquête par la Grande-Bretagne du sud de l'Afrique (1899-1902), le conflit pour s'emparer du nord de la Chine entre le Japon et la Russie (1905) et la guerre dans les Balkans (1912-1913), la guerre européenne de 1914 est d'emblée très large par le jeu des alliances. Elle se déploie par les colonies et entraîne des États initialement neutres.

La Grande-Bretagne et la France attaquent le Togo et le Cameroun, colonies africaines de l'Allemagne. Les empires allemand et russe qui maltraitent leurs minorités nationales (Polonais, Juifs, Ukrainiens, Finlandais, etc.) n'hésitent pas à les envoyer se faire massacrer pour le kaiser et le tsar. Outre le renforcement du pillage colonial, la monarchie britannique et la République fran-

çaise mobilisent comme chair à canon ceux à qui elles refusent tout droit politique.

*Les colonies françaises apportèrent 600 000 combattants.* (Stéphanie Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *La Grande Guerre 1914-1918*, 1998, Gallimard, p. 78)

Les deux camps essaient d'entraîner d'autres États dans la guerre inter-impérialiste, en promettant de partager le monde et surtout les dépouilles de leurs adversaires.

*Afin de sortir de l'impasse militaire, on recherche de nouveaux alliés, dont l'apport pourrait rompre l'équilibre des forces. Après l'entrée en guerre des dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud), le premier ralliement majeur est celui de l'Empire ottoman, qui rejoint les puissances centrales fin octobre 2014... Le Japon est officiellement aux côtés des alliés depuis le 23 août 1914, mais conditionne son aide à la reconnaissance de son hégémonie naissante en Asie. De même, l'Italie, restée neutre en 1914, négocie àprement son retournement et son entrée en guerre contre l'Autriche-Hongrie.* (André Loez, *La Grande Guerre*, 2010, La Découverte, p. 26)

En outre, des nationalistes bourgeois tentent d'obtenir l'indépendance de minorités nationales en s'engageant dans le conflit : des Polonais (avec le dirigeant du PPS Pilsudski, qui était membre de l'Internationale ouvrière) et des Ukrainiens rejoignent l'armée de l'Autriche-Hongrie ; des Arméniens vont en face se battre aux côtés de la Russie.

## L'économie de guerre

En août 1914, la production et les échanges sont soudain disloqués. Rien n'a été anticipé, la guerre devant être de courte durée.

*Par son influence économique, la guerre rappelle, sous bien des rapports, les crises industrielles... Quand des marchés disparaissent, quand des branches entières de la production périssent, quand des liens se déchirent, quand tout le système du crédit est bouleversé, etc. ce sont des couches moyennes de la bourgeoisie qui sont les plus frappées (il va de soi que nous ne parlons pas ici des travailleurs)... Par contre, la grande industrie « cartellisée » est loin d'être mal en point.* (Nikolaï Boukharine, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, 1915, Anthropos, p. 150)

En temps de guerre comme en temps de crise, la bourgeoisie ne donne pas dans le libéralisme. Les billets de banque cessent d'être convertibles en or, en France

comme en Allemagne. La dette publique bondit chez tous les belligérants, financée par la « planche à billets », les prêts des banques centrales aux États. Entre la pénurie de biens et l'abondance de monnaie papier, l'inflation galope.

Dans toute l'Europe, l'État bourgeois se mêle de la production, en particulier des équipements, des armes, des munitions. Les liens se renforcent considérablement entre l'État et certains groupes.

*La « mobilisation de l'industrie », c'est-à-dire sa militarisation, s'est effectuée avec d'autant moins de difficultés que les organisations patronales, cartels, syndicates, trusts, étaient plus fortement développées. Ces unions patronales, dans l'intérêt desquelles, à vrai dire, la guerre a été entreprise, ont mis tout leur appareil régulateur au service de l'État impérialiste auquel elles sont étroitement apparentées.* (Nikolaï Boukharine, *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, p. 152)

En France, les sociaux-patriotes vont imiter l'Allemagne honnie et saisir l'occasion de mettre en pratique leur « socialisme » qu'ils ont toujours confondu avec l'étatisation. Le PS-SFIO Albert Thomas est nommé au poste de sous-secrétaire d'État à l'Artillerie, aux munitions et à l'équipement militaire en mai 1915 (il deviendra ministre de l'Armement en décembre 1916). Thomas met au point une sorte de « capitalisme d'État » pour répondre aux demandes contradictoires de l'armée et du capital industriel.

*Le ministère de Thomas planifiait les productions, se chargeait de répartir les matières premières et s'assurait que l'État avance les fonds nécessaires aux industriels. Ces avances permirent notamment la construction d'usines flambant neuves... Paris et sa banlieue accrurent considérablement leur capacité industrielle... Le symbole en est sans doute l'usine Citroën du Quai de Javel à Paris, construite en 1915... (Nicolas Beaupré, *La France en guerre : 1914-1918*, 2013, Belfin, p. 123).*

## Les travailleurs à l'arrière

Le patronat en profite pour imposer le taylorisme.

*Autre défaite : à la veille de la guerre, des travailleurs d'Europe s'opposaient à l'introduction des nouvelles méthodes de travail... Mais la guerre permet l'implantation des méthodes de l'organisation scientifique du travail. L'armée les utilise dans l'atelier central de réparations du service automobile.* (Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, 1981, Seuil, p. 219)

En effet, « l'union sacrée » et le départ des jeunes hommes affaiblissent momentanément le prolétariat.

*En juillet 1914, 109 grèves, chiffre sensiblement égal à la moyenne des cinq années précédentes... Du 2 août au 31 décembre 1914, les services du ministère du travail enregistrèrent 17 grèves. En 1915, la situation ne varie guère. De janvier à avril, on relève 15 grèves avec 812 grévistes... (Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, 1936, Librairie du travail, t. 1, p. 452-453)*

Le 13 janvier 1915, l'ancien PS-SFIO Millerand, ministre de la Défense, déclare à une délégation des syndicalistes de la fédération CGT des métaux : « *il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales ; il n'y a plus que la guerre* ». La guerre livre les travailleurs aux officiers sur le front et affaiblit ceux qui restent salariés, ou le deviennent, face aux patrons.

*Plus de droits syndicaux : toute la législation est anéantie. La revendication la plus anodine provoque le renvoi de celui qui la présente... Honteuse exploitation des enfants et des femmes, qu'on traite sans ménagements, comme du matériel peu coûteux et abondant : travail de nuit allant parfois jusqu'à douze heures consécutives, besognes épuisantes, etc.* (Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, p. 453)

Le patriarcat est miné par les exigences du capitalisme de guerre. Alors que de nombreux hommes quittent l'usine, l'atelier, le bureau, l'administration publique, les femmes occupent les postes vacants. Le travail de nuit des femmes est, de nouveau, autorisé. Les salaires des femmes tournent autour de 60 % de celui des hommes. Elles travaillent souvent 9 heures, parfois même jusqu'à 12.

Les civils des régions occupées souffrent particulièrement.

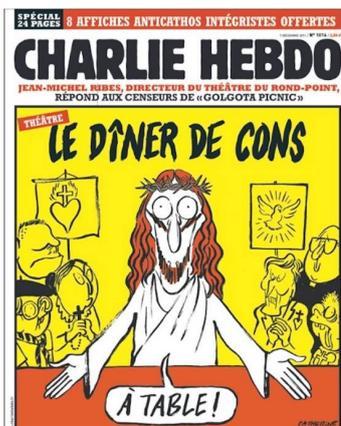
*Toutes les armées d'invasion se rendent coupables d'atrocités en grand nombre : Russes en Prusse orientale et en Galicie autrichienne, Allemands en Russie, en Belgique, dans le Nord de la France, Autrichiens en Serbie... Elles tiennent surtout au sentiment de supériorité ethnique de ceux qui envahissent.* (Stéphanie Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *La Grande Guerre 1914-1918*, 1998, Gallimard, p. 70-71)

L'hécatombe, à laquelle il faut ajouter un nombre aussi grand d'estropiés et de déséquilibrés, les privations, le renchérissement du coût de la vie, l'aggravation des conditions de travail sont le terreau d'un rejet de la guerre qui ira grandissant... Tout donne raison dès 1915 aux organisations internationalistes qui s'étaient courageusement dressées contre l'union sacrée en 1914.

[à suivre]

# ABC du marxisme

## Qu'est-ce que la religion ?



Une religion attribue l'existence de l'univers, de la société et de chaque être humain à des divinités ou à un dieu. Ceux-ci jouissent des superpouvoirs qui font de tous les superhéros des nains de jardin. À l'intérieur des sociétés humaines, ce sont pourtant des êtres humains comme les autres (incapables de faire pleuvoir, sans parler de foudroyer les ennemis de leur dieu) qui vivent de la religion, tandis que les autres travaillent pour eux. Ce sont les prêtres. Ceux d'une même religion forment un clergé qui a une structure calquée sur la hiérarchie sociale. Chaque clergé impose, quand il le peut, son monopole, ses tabous et ses lubies archaïques à tout le reste de la société. En général, cet appareil est subordonné à la classe dominante de la société et sa doctrine légitime l'exploitation des autres classes comme la subordination des femmes aux hommes.

Certains inventent ou s'imaginent que les divinités s'adressent à eux en particulier. On les appelle « bouddhas » ou « prophètes ». La plupart de ces gourous échouent à convaincre leurs contemporains et sont donc tués par le ridicule...

Bien qu'irréalistes, les religions sont une expression des sociétés réelles qui les engendrent. Voici, entre autres, selon un livre sacré pour les trois familles de religion issues les unes des autres au Proche-Orient (les judaïsmes, les christianismes, les islam), un ordre de leur dieu rapporté par leur prophète Moïse :

*Lorsque tu iras à la guerre contre tes ennemis, si l'Éternel les livre entre tes mains, et que tu leur fasses des prisonniers, peut-être verras-tu parmi les captives une femme belle de figure, et auras-tu le désir de la prendre pour femme, tu l'amèneras dans l'intérieur de ta maison. Elle se raser la tête et se fera les ongles, elle quittera les vêtements qu'elle portait quand elle a été prise, elle demeurera dans ta maison, et elle pleurera son père et sa mère pendant un mois. Après cela, tu iras vers elle, tu l'auras en ta possession, et elle sera ta femme. Si elle cesse de te plaire, tu la laisseras aller où elle voudra, tu ne pourras pas la vendre pour de l'argent ni la traiter comme esclave, parce que tu l'auras humiliée. (« Deutéronome », ch. 21, Bible)*

Un tel dessein n'est-il pas plus choquant que tout dessin ? N'est-ce pas ce que font Daesh et Boko Haram ? Ce dieu approuve la guerre, la polygamie et le viol, pourvu que le violeur laisse pleurnicher un peu la victime. Tout montre que ces propos sont le fantasme ou la justification d'un être humain qui vivait il y a environ 2 800 ans. À l'évidence, il était de sexe masculin, hétérosexuel et non esclave.

De nombreux imams s'efforcent de convaincre l'opinion française que l'islam est une religion tolérante et pacifique ; inversement, les nationalistes et les xénophobes prétendent que la religion musulmane est par nature agressive. La religion musulmane n'est pas différente des autres : toutes préconisent la paix sociale et le respect de la propriété à l'intérieur de leur société ; toutes justifient la violence contre les autres religions et contre les pauvres qui s'en prendraient aux nantis. « Dieu bénisse l'Amérique et tous ceux qui la défendent », conclut le président américain Bush en annonçant l'attaque de l'Irak en 2003 sous prétexte d'armes de destruction massives.

Si aucun dieu n'existe, le succès d'une religion a des causes bien réelles : l'incompréhension des phénomènes naturels si importants pour l'existence ; la consolation des opprimés et des exploités par un paradis chimérique ou une réincarnation avantageuse ; la résistance face à des oppresseurs d'une autre religion... Par conséquent, il ne suffit pas de recourir à la raison pour en finir avec l'irrationalité, religieuse ou autre (raciste, par exemple).

La croyance a aussi des effets bien réels : un frein à la lutte sociale, la consolidation du patriarcat, la satisfaction matérielle et honorifique du clergé, la culpabilisation individuelle des adeptes de la secte... La classe bourgeoise, quand elle se heurtait aux survivances du féodalisme, était confiante dans la science et était volontiers séculaire (interdisant tout monopole à une religion particulière), voire laïque (séparant l'État de la religion). Sa vraie religion, c'était le profit. Mais, confrontée au prolétariat et à la menace d'une révolution sociale, la bourgeoisie régresse dans le cléricisme et l'obscurantisme. Par exemple, le maréchal Pétain a rétabli le catholicisme en religion d'État, le général De Gaulle allait à la messe et finançait l'Église catholique, le PS Mitterrand consultait une voyante et a demandé des funérailles religieuses, l'UMP Sarkozy a expliqué que les prêtres l'emportaient sur les enseignants, le PS Hollande veut payer plus d'imams « républicains »...

À notre époque, il revient à la classe ouvrière, en rassemblant tous les opprimés, de reprendre le flambeau de la liberté d'expression, de la laïcité, de la recherche scientifique désintéressée. Sa révolution, en donnant pour la première fois à l'humanité le contrôle de la production et de la répartition, permettra de faire dépérir toutes les superstitions.

